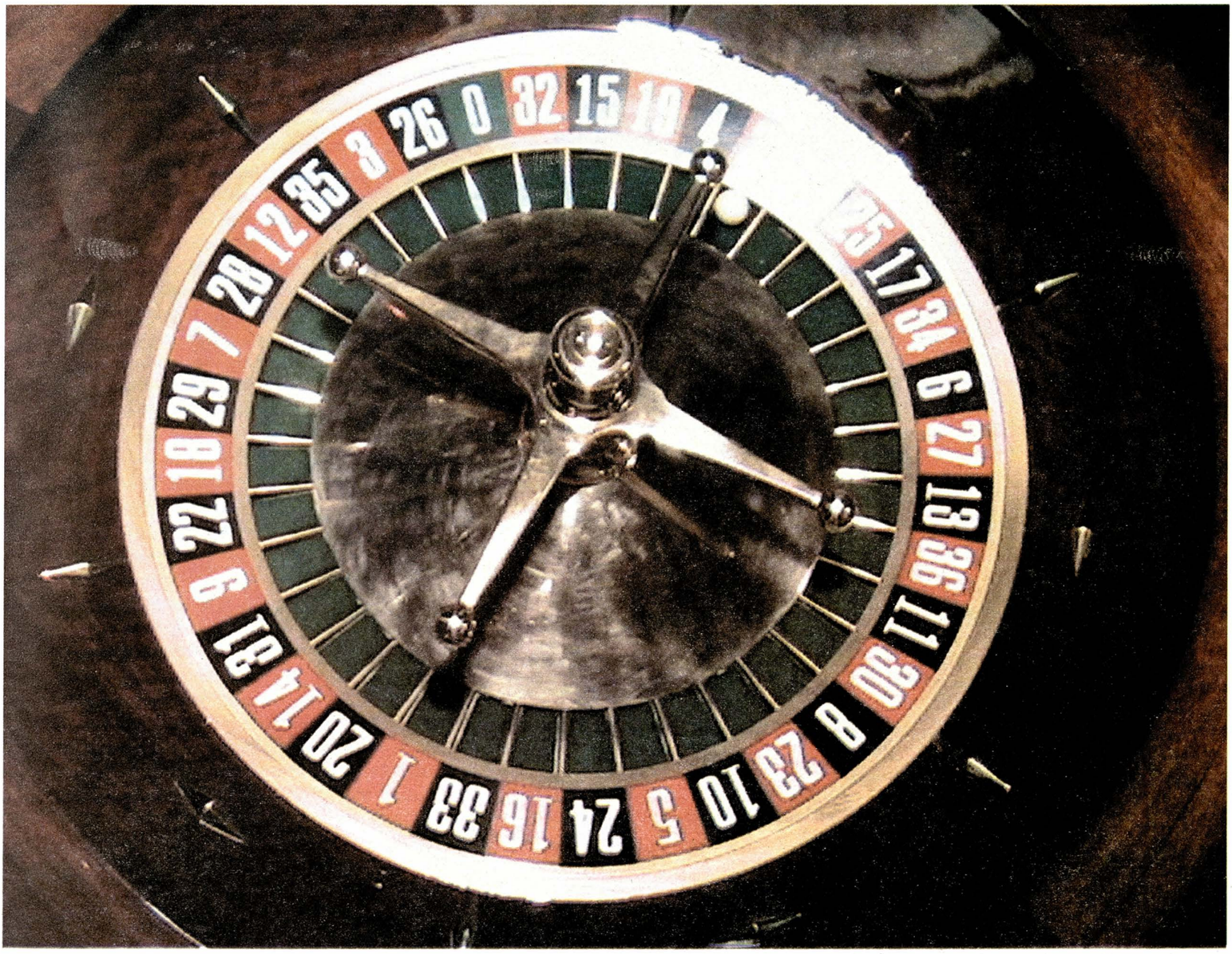
le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

municipales...



... Encore un tour pour rien

M 02137 - 1505 - F: 2,00 €

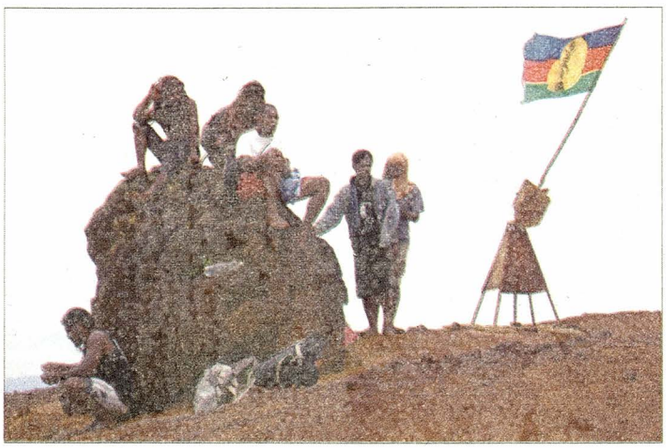
2 €

ISSN 0026-9433

« Une balle dans la tête est l'argument des croyants. »
Werner Lambersy

hebdo n° 1505
du 21 au 27 février 2008

Sommaire



Hambburgers torrides par Nathan *page 4*

Pas d'élus des luttes par Christophe, *page 5*

Les brèves, *page 6*

Le billet du peinard, *page 7*

L'autruche en pétard, *page 7*

La prison tue par Nicole et Yasmine, *page 8*

Rabindralattali par D. Forest, *page 9*

Bling en toc par J. Langlois, *page 11*

Lois scélérates par P. Schindler, *page 14*

Humanitaires vous avez dit par J.-L. Debry, *page 15*

Kanaques syndicats par Momo, *page 16*

Université populaire par le gr. Henry Poulaille, *page 17*

Surréaliste anarchie par T. Holterman, *page 18*

Retour sur J.-M. Rouillan par Paco, *page 19*

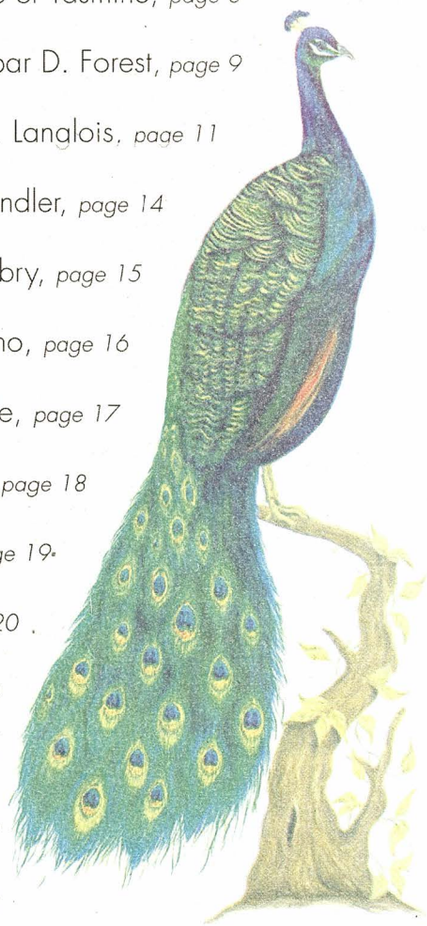
Gosses d'alcoolo par J. Lesage De La Haye, *page 20*

Dans les choux berrichons par B. Rey, *page 20*

La vie et la mort du mouvement par R. Burget, *page 21*

La Radio, *page 22*

L'agenda, *page 23*



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^{os}	20 €	27 €
6 mois, 25 n^{os}	38 €	46 €
1 an, 45 n^{os}	61 €	77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 n°s 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Compassion à géometrie variable !

L'étalonnette a toujours accordé une grande importance aux sondages, étant entendu que ce miroir a pour obligation de lui renvoyer une image aussi belle que celle qu'il a de sa divine personne. Las, le bon peuple manifeste des signes de grande lassitude, du coup, l'homme qui n'aime que lui-même fait un peu moins le faraud. Que faire alors pour carlabruniser les cœurs et restaurer une confiance qui fond comme la banquise au pôle Nord ? Ben pardi, réutiliser des recettes éprouvées pour limiter la casse lors des prochaines élections municipales !

D'abord il envoie Fillon, un mec très propre sur lui, mais seulement sur lui précisons-le tout de suite, répéter que la chasse aux étrangers sans papiers ne mollira pas, puisque, en 2008, 26 000 humains qui ne sont pas des fils ou des filles de la chrétienne Europe (*sic*), devront être raflés puis expulsés par le colonel Hortefeux et ses sbires. Au cas où cet engagement ne suffirait pas pour flatter les plus basses pulsions des bouffeurs d'étrangers, l'ami des milliardaires prône un retour de la morale à l'école. Pour pousser droit, euh pardon à droite, les loupiots devront se lever à l'écoute de l'hymne national car cela leur fera un excellent entraînement pour entonner dans la foulée un vibrant « Nicolas nous voilà ! »

Ces histoires de culte au drapeau et au petit Timonier restent muettes sur le pouvoir d'achat ? Qu'à cela ne tienne, l'impayable Éric Woerth, ministre du Budget, dit exclure la possibilité d'un plan de rigueur après les élections municipales de mars. Ni TVA, ni CSG ne seront rehaussées, clame le grand corbeau qui a du mal à cacher le subit allongement de son bec.

Comme tout irait bien si gober de tels boniments sans moufter ou bien avaler des pilules de Prozac était obligatoire... Ainsi, le quart des salariés du privé qui affirment avoir été victimes de différentes discriminations à cause de leur sexe (21 %), leur nationalité (17 %), leur âge (8 %), leur physique (7 %), verraient la vie en rose ! Mais, décidément, les travailleurs sont des ingrats, nous vous en fournissons un exemple supplémentaire. Michelin annonce un bénéfice net de 35,3 % en 2007 tout en maintenant sa volonté de fermer l'usine Kléber de Toul. Aussitôt le titre perd 1,7 % à la Bourse de Paris car les actionnaires sont déçus de l'insuffisance de la marge (9,8 % au lieu des 10,2 % attendus). Les salariés qui vont bientôt être jetés comme des pneus usés sont furieux, ne seraient-ils pas un peu gonflés ?

DÉCIDÉMENT, celui qui règne à l'Élysée ne nous aura rien épargné. Nicolas 1er, faute d'avoir été le président du pouvoir d'achat, se veut le roi très chrétien de la compassion obligée.

Rappelons-nous que, au mois de septembre 2007, était annoncée l'obligation faite aux professeurs de lycée de lire à leurs élèves la lettre d'adieu de Guy Moquet à sa mère, le 22 octobre 1941. Globalement, ce fut un tel flop que Nicolas Sarkozy s'abstint de venir plastronner au lycée Carnot, là où le jeune fusillé avait étudié. À sa place, de nombreux policiers feront la chasse aux sceptiques qui manifestaient à la station de métro Guy-Moquet toute proche. Plus sérieusement, nombre de professeurs faisaient savoir au président que l'histoire ne s'enseigne pas en fonction des caprices d'un homme politique, fût-il président de la République,

Les élections municipales sont proches et, comme l'improbable électorat juif ne saurait être négliger, on passe du jeune communiste livré aux nazis par des flics français aux enfants d'immigrés juifs polonais assassinés à Auschwitz de l'été 1942 à l'été 1944, et eux-mêmes confiés aux soins du bourreau par des policiers français sans état d'âme.

Après le héros, les victimes. .

C'est ainsi qu'au cours de l'incontournable banquet du Crif, le 13 février dernier, Nicolas Sarkozy a annoncé solennellement que, dès la rentrée scolaire de septembre 2008, chaque élève de CM2 se devra de parrainer la mémoire d'un jeune juif passé par les chambres à gaz.

Comment ne pas s'étonner que, dans le même temps, le président de la République n'éprouve pas la moindre compassion pour les enfants d'immigrés sans papiers séparés de leurs parents expulsés ? Bien sûr, les situations ne sont en rien comparables, mais il apparaît à l'évidence que la charité morale du frère Sarkozy est à sens unique.

De plus, ce véritable décret, qui veut prendre les enseignants à contre-pied, risque d'être contre-productif. Imaginons un professeur expliquant à un élève dont le père vote Front national qu'il doit parrainer un petit juif d'origine polonaise nommé Mosché Abramowicz...

Au nom de ma cousine Denise, séparée de sa mère, au camp de Pithiviers, à la fin du mois de juillet 1942 et déportée à son tour vers Auschwitz quelques jours plus tard, je ne peux qu'être exaspéré face aux gesticulations à géométrie variable d'un président qui n'a que faire de la misère humaine. Sauf à tenter de l'exploiter.

Un mot encore. Ce nouveau rappel mémoriel à l'histoire intervient au lendemain de ce 12 février 2008 qui a vu une horde de 400 policiers investir un foyer de travailleurs immigrés dans le XIIe arrondissement de Paris. Une centaine de résidents se retrouvant le soir même dans les centres de rétention, en vue d'une expulsion rapide. Ici, le clin d'œil est adressé aux électeurs du Front national déjà déçus de leur choix.

T'as pas pas honte, Nicolas ?

Maurice Rajsfus

Raflé par la police française le 16 juillet 1942

17 Mc Do en grève,

Marseille le 16 février

Suite au contact avec Majid, délégué syndical CGT impliqué dans le bras de fer qui a commencé la semaine dernière dans 17 Mc Do de Marseille, nous avons jugé intéressant de livrer son témoignage au *Monde libertaire*. Bien entendu il s'agit d'un point de vue qui n'engage que son auteur.

Propos recueillis par **Nathan**

Groupe Idées noires de la Fédération anarchiste

Le Monde libertaire : Beaucoup de journaux ont déjà évoqué les « salaires trop bas qui ne permettent pas aux salariés de vivre dans des conditions normales », « les ouvertures 24 h/24 h, des ventes extérieures en plein hiver et l'allongement du travail de nuit (engendrant problèmes de sécurité, de santé au travail et une dégradation des conditions de travail) que l'intersyndicale de ces 17 restaurants dénoncent. Peux-tu nous éclairer un peu plus sur les conditions de travail chez Mc Do et les spécifités de celles de Marseille, ainsi que les évènements qui ont conduit à ce raz le bol ?

Majid : Faut savoir que cette grève se passe dans un contexte bien précis, celui de Marseille. C'est une franchise dont la politique est très particulière. Son dirigeant veut nous faire passer à une ouverture 24 h/24 h sans négociation. Il parle même de mettre les managers en forfait jour (comme des cadres mais qui sont agent de maîtrise). Il ne paie plus les heures supplémentaires et s'attèle à réduire la masse salariale. Il ne s'en cache même pas car il le prévoit dans le budget de ses directeurs. Les effets de ces réductions sont la dégradations des conditions de travail. Il refuse de payer les taxes, en contradiction avec la convention collective et les accords signés au sein de la franchise. C'est depuis quelques temps une véritable dictature qu'il met en place.

En août 2006, nous avions déjà connu une autre grève victorieuse qui a duré 25 jours. Ils se sont attelés à licencier tous les grévistes par tous les moyens. En 2007, on dénombre près de 100 licenciements dont 9 salariés protégés.

M. L. : Il est rare de voir une intersyndicale se créer dans le secteur la restauration rapide. Peux-tu nous expliquer pourquoi ? Comment y êtes-vous arrivé ?

M. : Par un raz-le-bol général. Depuis la grève de 2006, il n'y a plus de dialogue social, la direction s'est mise en retrait et sanctionne par tous les moyens. Je suis moi-même en procédure de licenciement pour « incitation à la grève », le comble pour un délégué syndicale ! Voyant que tout ce qu'elle entreprenait pour sanctionner et mettre la pression aux salariés fonctionnait, elle a pris confiance et commencé à s'en prendre à toutes les organisations syndicales. Au début, seule la CGT était attaquée, et les autres syndicats n'en étaient pas insatisfaits. Mais ce dirigeant, qui pense que tout s'achète, a tellement créé d'injustices autour de lui (il a même licencié tous ses proches, salariés du sièges) que l'intersyndicale est venue presque naturellement. Ce que je peux dire, c'est que la chance qu'on a eu est surtout due à son incompétence et ses excès.

M. L. : Comment cette grève a-t-elle évoluée depuis le lundi 11 février ?

M : Positivement. Car il faut savoir que les NAO (Négociations annuelles obligatoires) devaient donner lieu à un PV de carences. La grève de lundi a permis de renégocier, celle de mercredi a permis d'avoir de nouvelle propositions. Elles ont presque abouti. Pour dire à quel point notre directeur général est un naze, alors qu'une négociation sur le dialogue social devait avoir lieu, le directeur général a conditionné l'ouverture des discussions sur le dialogue social à la signature de l'accord des NAO . Comment on peut être aussi con ?

Les discussions étaient pratiquement bouclés, mais il a choisi de faire du chantage…

En intersyndicale nous avons décidé de continuer l'action au courant de la semaine prochaine. Quant à nous, nous souhaitions dès le lendemain en informer les salariés afin qu'ils décident si l'action prévue ce jour devait avoir lieu où pas. C'est d'ailleurs sans hésiter que les salariés ont fait grève ce jour.

M. L. : Comment vois-tu la suite du mouvement ?

M : Je ne la vois pas, rien n'est joué. N'ayant pas eu d'augmentations de salaires depuis 2006, l'intersyndicale a proposé une augmentation de 7 % pour tous. La direction quant à elle a proposé 2 %. Nous avons abouti à une mutuelle et une proposition à 2.85 %. Souhaitant la mutuelle, qui est aussi une revendication des salariés et pour mettre fin à ce conflit nous avons proposé 3 %. La direction s'est non seulement bornée à 2,85 %, mais elle a aussi fait du chantage ! Nous restons sur notre position de 3 % quoi qu'il arrive, et vu les conditions de chantage, ce n'est pas sûr qu'on s'en tienne à cela. Mais bien entendu ce sera aux salariés de décider, après leur avoir expliqué en détails tout ce qui s'est dit lors des négociations. C'est du moins notre position à la CGT.

M. L. : Pour conclure, que penses-tu important de signaler ?

M : Cette direction est bornée. On ne demande que l'application du Droit du Travail… Nous ne comprenons pas son attitude unilatérale, nous n'avons pourtant pas des exigences extraordinaires… N.

Pas d'élus, des luttes

« Si un pouvoir quelconque pouvait faire quelque chose c'eût été la Commune, composée d'hommes d'intelligence, de courage, d'une incroyable honnêteté, qui tous, de la veille ou de longtemps, avaient donné d'incontestables preuves de dévouement et d'énergie. Le pouvoir incontestablement les annihila, ne leur laissant plus d''implacable volonté que pour le sacrifice; ils surent mourir héroïquement. »

Louise Michel

Le rideau s'est ouvert, les projecteurs se braquent pour nous éblouir. Le spectacle pourrait s'appeler *Le grand leurre* ou *La chasse au pigeons*, il s'agit tout bêtement des campagnes pour les élections municipales. Pendant les semaines qui viennent les professionnels de la parole, les grands médiagogues, vont nous bercer de leurs chaleureux discours sur les bienfaits de la démocratie représentative. Ils vont doctement tenter de nous dicter notre conduite. Chacun d'entre eux va déployer des trésors d'habileté langagière pour nous faire gober que nous vivons dans le meilleur des mondes possibles et qu'il ne tient qu'à nous de participer à le rendre encore plus beau, plus libre, plus en accord avec nos aspirations.

Sur ce dernier point ils n'ont pas tord, excepté que ce n'est pas en allant abdiquer notre souveraineté au fond d'une urne que nous pourrons participer au changement de la société, mais plutôt en luttant collectivement, pied à pied, pour contrer le pouvoir hégémonique des classes possédantes et de leurs laquais qui nous gouvernent et nous exploitent

Sitôt la mascarade des élections terminée, les élites qui seront censées nous représenter vont retrouver leur vrai visage afin de nous gouverner, nous diriger, nous légiférer., nous taxer, nous censurer, nous commander, nous admonester, nous empêcher, nous toiser, nous licencier… Sous prétexte d'utilité publique et au nom de l'intérêt général ils nous mettront à contribution, nous rançonneront, nous exploiteront, nous pressureront, nous mystifieront, nous voleront. A la moindre réclamation, au premier mot de plainte, nous serons réprimés, amendés, vilipendés, vexés, traqués, houspillés, assommés, désarmés, garrottés, emprisonnés, fusillés, mitraillés, jugés, condamnés, déportés, sacrifiés, vendus, trahis.[1] Le manège continuera de tourner comme avant, comme si de rien n'était, cela fait plus de deux siècles que nous fonctionnons ainsi.

La démocratie, si l'on entend par là la participation de chacun aux choix concernant son existence est une pratique éminemment souhaitable. Mais dans le contexte capitaliste dans lequel la démocratie représentative s'exerce, le seul pouvoir du citoyen est de choisir celui qui le gouvernera, autant dire qu'il peut choisir son maître. Une fois élu, le représentant du peuple, tout en se gaussant de sa représentativité n'en fera qu'à sa tête et se gardera bien de consulter les citoyens sur les décisions à prendre. Ou alors il ne le fera que sur des sujets mineurs, pour entretenir le leurre d'un gouvernement de tous par tous. Il sera en revanche guidé par ceux qui détiennent les cordons de la bourse, les financiers et les patrons. Tant que la propriété des moyens de production restera entre les mains d'une minorité, celle-ci mettra en œuvre tous les moyens dont elle peut disposer pour ne pas être dépossédée. Pour préserver leurs privilèges, qu'ils s'arrogent sur notre dos, les nantis ont mis en place un système qui, sous l'aspect de la démocratie, leur laisse à eux seuls le droit de décider ce qui est bon pour tous.

Le maire et son équipe, une fois élus s'empresserons, au nom des réalités économiques, de la fameuse et bien commode conjoncture, de révoquer les mandats qu'ils se sont eux mêmes donner sous forme de promesses électoral. Rien ne permet aux électeurs de donner des mandats impératifs aux maires. Rien n'est prévu non plus pour que ceux qui ont porté un élu sur son fauteuil puissent le révoquer. La participation du quidam moyen aux décisions qui le concerne ne se fait donc que virtuellement tous les cinq ans, aux travers des élections où ils donnent un mandat en blanc à son représentant. La seule participation à la vie de la cité qu'il lui est autorisé d'exercer, c'est de choisir celui qui se prévaudra de lui. Si un condamné à mort pouvait choisir son bourreau, ce n'est pas pour autant qu'il échapperait au sort que lui ont réservé ses juges, mais cela montrerait qu'il accepte leur sentence. De même la participation à la farce électorale est une caution donnée à ceux qui nous exploitent.

Le principe fédératif anarchiste, qui à chaque échelon de la représentativité n'envoie que des mandatés munis de mandats impératifs donnés par leurs mandants est beaucoup plus à même de permettre à chacun de participer aux décisions qui le concerne. Quand un mandaté s'écarte du mandat qui lui a été donné par la base, celle-ci peut le révoquer a tous moment, sans être obligée d'attendre la fin de son mandat. Ainsi les décisions prises son vraiment l'expression collective de tous les citoyens. Mais ce système est totalement incompatible avec l'existence même de l'État En effet, même au niveau de la commune, celui-ci est toujours omniprésent et régimente le cadre dans lequel le maire a autorité. N'oublions pas que les communes, en cas de divergence, peuvent être mis sous tutelle du préfet.

Tenant entre leurs mains les principaux médias de communications, les voyous qui nous gouvernent s'en servent pour asseoir leur légitimité usurpée. Ils cherchent à nous imposer comme une réalité indépassable l'utopie capitaliste qui laisse entre les mains d'une poignée de possédants le destin de l'humanité.

Alors si cela vous démange d'aller plonger un papier dans une urne, aller plutôt y déposer des mandats impératifs : « Je donne mandat à l'équipe municipale de mettre en œuvre les transports gratuits pour tous » ou « je donne mandat à l'équipe municipale de réquisitionner les logements vides », etc.

Christophe Danis
Groupe libertaire Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

1. ce passage est un pur plagiat de Proudhon, mais c'est toujours tellement d'actualité.

Brèves de combat

Interdiction de circuler

Hortefeux, ministre du racisme, lance sa commission quotas ethniques visant à limiter le nombre annuel de migrants admis à entrer et à séjourner en France. La commission planche en ce moment même pour savoir s'il vaut mieux imposer des quotas globaux, des quotas catégoriels (par type de métier) ou encore par continents ou par nationalité. Et avec un sigle et une couleur différente pour chaque catégorie ?

Mangeons de la merde !

Le Sénat adopte un amendement au projet de loi sur les OGM qui instaure un « délit de fauchage ». Cet amendement, du rapporteur Jean Bizet (UMP), prévoit deux ans de prison et 75 000 euros d'amende en cas de destruction ou de dégradation d'une parcelle de culture de plantes transgéniques.

Rafles : la Hortofolie

Des dizaines de voitures de CRS et des centaines de policiers on procédé à 105 interpellations dans un foyer de travailleurs immigrés du 13e arrondissement de Paris, dont la plupart, sans papiers, seront envoyés en centre de rétention. Au cours de cette opération, une des plus musclées de ces derniers mois, on a compté trois blessés. Aux dernières nouvelles, des échauffourées ont éclaté au palais de justice de Paris entre les forces de l'ordre et les proches de certains de ces étrangers en situation irrégulière arrêtés lors de « l'opération » de la police nationale d'Hortefeux…

À bas la calotte !

Enseignement religieux : dispense obligatoire
Le ministre de l'Éducation nationale a répondu négativement à l'association Laïcité d'accord qui réclamait le maintien de la demande de dispense des élèves qui ne souhaitent pas suivre un enseignement religieux. Il estime que « tout est mis en œuvre pour garantir pleinement la liberté de conscience des élèves et des parents, en lien avec l'héritage et l'histoire du droit local alsacien mosellan ». En conséquence, rien ne changera dans le dispositif actuel en Alsace-Moselle, malgré l'augmentation régulière du nombre d'élèves qui ne suivent plus de cours de religion à l'école dans l'un des quatre cultes reconnus. Une réponse qui ne décourage pas les tenants de la liberté de conscience à l'école, qui ont récolté à ce jour un millier de signatures pour leur manifeste en faveur de « la reconnaissance du statut d'option facultative à l'enseignement religieux en Alsace-Moselle ».

Prisons pour mineurs

Une centaine de personnes se sont rassemblées à Meyzieu – où un adolescent de seize ans a été retrouvé pendu dans sa cellule dans le centre de rétention – aux cris de « police assassine ! », « pas d'enfants en prison ! », « pas de vérité, pas de justice ! » et « État coupable ! » À la sortie d'une cité, des gardes mobiles ont interdit aux manifestants d'accéder au centre de rétention, alors que Rachida Dati venait pour sa part soutenir les « geôliers traumatisés » et les féliciter pour leur « bon travail pédagogique » !

Sans-papiers de Lille

Depuis le 15 juin 2007, les mauvais traitements, expulsions, blocages des dossiers, arrestations et mises en garde à vue des militants se succèdent à Lille. Cependant, la résistance, la mobilisation des sans-papiers et de leurs soutiens ont permis la régularisation de 29 sur les 56 grévistes de la faim. Le CSP 59 ne disparaîtra pas… Le combat continue !

Condamné pour outrage à Sarkozy

800 euros d'amende pour avoir outragé en 2006 Nicolas Sarkozy en comparant sa politique en tant que ministre de l'Intérieur à celle de l'État français sous Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale en ces termes : « Voilà donc Vichy qui revient. Pétain a donc oublié ses chiens. » R. Dunant, trente-cinq ans, militant de RESF et de la CNT, critiquait également : « une politique qu'il faut bien qualifier de raciste », avant d'adresser ses salutations antifascistes à Sarkozy, à l'époque ministre de l'Intérieur.

Scientologie : Ya basta !

Dans un communiqué, l'Église de scientologie s'estime victime de « violations de la loi de 1905 » sur la séparation des Églises et de l'État et demande que ses membres bénéficient de la liberté de conscience reconnue dans la Constitution. Ils n'ont qu'à aller se plaindre au nain qui a les oreilles sensibles en matière de religion !

Propagande

Suite à un reportage très controversé sur les expulsions diffusé dans « Envoyé spécial », de nombreuses réclamations ont été adressées au médiateur de la chaîne par des défenseurs des étrangers en situation irrégulière. En effet, cette émission tentait de présenter des centres de rétention à visage humain et de justifier cette politique du chiffre en donnant la parole à Brice Hortefeux, se livrant à une véritable propagande. La question de l'indépendance des médias est de nouveau posée.

Dépénalisation de l'homosexualité au Sénégal !

Un fait divers a été l'occasion pour les ONG d'exiger du Sénégal qu'il abolisse une loi qui prévoit jusqu'à cinq ans d'emprisonnement pour tout homosexuel traduit devant les tribunaux et la révision du Code pénal afin d'abolir la pénalisation des actes homosexuels.

SPS en grève

Depuis le 16 janvier 2008, à l'appel des syndicats Sud et CGT, un mouvement social est engagé à SPS (Snecma Propulsion Solide) au Haillan. Au début, les arrêts de travail se faisaient au rythme de deux par semaine. La semaine dernière, l'entrée du site de SPS était bloquée par 500 grévistes qui exigent le maintien du pouvoir d'achat pour tous les salariés, l'abrogation des primes d'objectifs (455 000 euros en 2007 partagés entre 7 directeurs et 53 hauts cadres) et que cette somme soit répartie équitablement entre tous les salariés sous forme d'augmentation générale uniforme. Lors du débrayage du vendredi 8 février, la direction de SPS a refusé d'ouvrir le dialogue. Le mouvement est donc reconduit pour le lundi 11 février. Il faut s'attendre à des arrêts de travail quotidiens pour les semaines à venir. (Communiqué de presse du 11 février 2008).

Le prince à Périgueux

Sarkozy, prétextant la présentation d'une nouvelle politique dite « éducative », s'est rendu ce 15 février à Périgueux soutenir son ministre Darcos, encore maire de la cité mais en ballottage défavorable… Au-delà du rassemblement organisé plus loin par des syndicats désireux de conserver la parole et de distribuer la bonne à l'aube des municipales, plus d'une centaine de personnes se sont spontanément rapprochées du lieu du discours pour manifester leur dégoût de l'actuelle politique gouvernementale. Ni drapeau, ni étiquette, un seul slogan : « Sarco, facho ! ».

Anarchie bien ordonnée commence par soi-même

Deux compagnons discutaillent à bâton rompu d'l'Anarchie, vaste sujet. Tu brailles à l'entrée des usines. Tu exhortes à la révolte le prolétaire. Tu cites dans le texte les classiques anarchistes. Tu es un moine de l'église Anarchie, tu dresses les bûchers pour les impies irrespectueux envers les sacro-saints commandements libertaires. « Toi camarade, tu n'as pas honoré le commandement antiautoritaire. Excommunié, exclusion avec effet immédiat. Tu me réciteras 100 ave Louise Michel et 100 pater Bakounine. » Anarchie bien ordonnée commence par soi-même. Et dans la pratique mon ami, appliques-tu à toi-même ces commandements ? Pour mon compte, je sais ô combien il est dur de rompre avec des attitudes de gars qui rentre du boulot et s'met les pieds sous la table. Qui laisse la maison en plan pour quelques divagations noctambules, sans forcément prévenir sa tendre camerluchette de chambrée. Il est difficile d'être « anarchiste aussi bien à la maison que sur la place publique. (Il entraîne pourtant autant d'hommes par l'exemple de sa vie qu'il en convainc par la force de ses arguments », dit quelque part Jacques Mesnil). C'est bien de ça dont il est question. Il faut être dans le monde. Pas moins, pas facile d'côtoyer des syndicalistes petits bourgeois qui, une fois leur BA de mollassons révoltés accomplie, se retirent dans le *home sweet home*. Le truc qui m'fais kiffer brotha, c'est l'écrit, la parole, la chansonnette anarchiste, d'taper le bout d'gras avec des prolos au comptoir du café Minot d'la Garenne. Discutailler avec le populo, quoi. Mais gare à la glorification du prolétariat investi d'une mission historique à la Karlos Marxus. Nenni, nenni, sont p'têt' pas d'z'anarchos inscrits dans une boîte à cotis' mais i z'ont quèques coups d'la bonne réflectance, les aminches ! Comme cti-là qu'a suriné à RVI sen taulier rapport qu'ça f'sait trente balais qu'y lui brisait menus les burnos. Renversons, putain j'vire nihiliste, c'est pas 'core st'année qu'jaurai mon bac (Brevet d'anarchiste confirmé). Renversons la tour d'ivoire anarchote. V'là pourquoi je me range au côté de Mécislas Golberg qui, dans son journal *le Trimard*, indiquait « nos pires ennemis sont les constructeurs de sociétés futures ». Et de Libertad, qui voulait mettre en pratique les principes anarchistes dès maintenant « sans attendre le moment de la révolution ». (Citation tirée de l'article *Libertad était un camarade*, de Gaetano Manfredonia). Je finis avec Zo d'Axa, qui, en 1892, dans l'*Endehors*, déclarait « vivre pour l'heure présente, hors le mirage des sociétés futures, vivre et palper cette existence dans le plaisir hautain de la bataille sociale. C'est plus qu'un état d'esprit, c'est une manière d'être et tout de suite ». M'est avis qu'les Communeux avaient ça en tête. Ils ont vécu le moment présent trois mois durant !

Ben l'Peinard
Prolo d'la Nuit.

Quand l'autruche éternue. .

Les élections approchent, ça commence à sentir le yak.

Tirant tête hors du trou, qu'entend-je ? Il paraît que Sarko boude, durant son voyage en Guyane il ne s'est pas une seule fois adressé aux journalistes. **« Vous n'avez pas été gentils, vous êtes punis »**, leur a lancé Alliot-Marie, comme à de sales gosses privés de tartines. C'est l'histoire du sms qui aurait agacé Sarko. Et de voir sa cote de popularité réduite à peau de couille, ça le touche pas ? **« Les sondages seront balayés par le vent des steppes »**, s'est emballé Fillon. N'empêche, dans la toundra électorale ça commence à sentir le yak sauvage. D'après Copé **« les types sont très très chauds. Les municipales, c'est le cœur du métier, ils ne rigolent pas avec ça ! »** Et certains sont encore en train de l'apprendre, le « métier », tel Martinon à Neuilly, mauvais élève. **« Je t'ai donné mon fils, je t'ai donné ma ville, et tu m'as mis dans la merde ! Tu devrais t'excuser ! »**, lui aurait balancé Sarko. Martinon, encore un qui est plus près de la porte que de l'augmentation. Marasme local, bordel total, le psychodrame de Neuilly est assez joliment résumé par un dirigeant de l'Ump, en ces termes : **« On peut parfois regretter les anciennes méthodes de Pasqua. »**

De la même génération, et adepte des mêmes méthodes, Tiberi, survivant de la chiraquie, ne se remet pas d'être renvoyé devant le tribunal, rapport à l'affaire des faux électeurs du Ve arrondissement : **« c'est proprement stupéfiant ! C'est du jamais-vu ! Nous sommes à quelques jours des municipales, les juges ne pouvaient pas attendre quelques semaines de plus ? »** Curieusement, dans le cas de Tiberi, Sarkozy n'a semble-t-il pas décroché son téléphone. Bref, ça défouraille, ça tourne au fratricide. Ainsi, un candidat : **« L'essentiel, pour Puteaux, c'est de se libérer de madame Ceccaldi. »** Qui parle ainsi ? Le candidat Charles Ceccaldi, accessoirement père de madame… Et d'ajouter : **« La chute de ma fille est une nécessité qui s'impose à tous. »** Ça doit être sympa, le gigot du dimanche, chez les Ceccaldi.

Au parti socialiste, la stratégie est arrêtée : silence. Moins qu'on cause, moins qu'on dit de conneries, plus que les gens voterons pour nous. Mais Ségolène elle peut pas. Faut qu'elle l'ouvre. En visite dans la banlieue de Lyon, à quelques dizaines de badauds elle lâche : **« je suis avec vous, je ne vous ai pas abandonné. »** Amen. Faut dire aussi, dans ce qu'elle entend parfois y'a de quoi se prendre pour sainte Pélagie. Une habitante, par exemple, lui lance dans un sanglot : **« quand vous avez perdu, j'ai failli faire une dépression. »** Eh bin !

A l'étranger aussi, les électeurs, yak dociles, s'apprêtent à aller brouter l'herbe des bureaux de vote. John Mc Cain, candidat républicain aux présidentielles américaines, a cette semaine précisé sa vision de la future politique étrangère des États-Unis : **« nous sommes en Irak pour cent ans s'il le faut. »** Mille ans ça serait plus réaliste, non ?

Frédo Ladrisse

P.-S. aux quelques lecteurs qui m'ont écrit pour protester contre ce qui fut dit ici du prof baffeur (ml n° 1503), tous curieusement profs ou membres de l'éducation nationale, à cette lectrice en particulier, qui mit en doute la véracité de l'information selon laquelle ledit prof était bourré en cours, je demande de bien vouloir s'en remettre à la dépêche de l'Afp (lundi 28 janvier), et à l'article de Libération, du vendredi 1er février : « le prof est placé en garde à vue à la mi-journée. Un alcootest est pratiqué, positif. Il reconnaît qu'il a des problèmes et qu'il veut se soigner. » Plutôt que de mettre en question la réalité de ce qui est rapporté ici, on ferait mieux de se demander pourquoi aucun autre « grand » media n'a, à ma connaissance, repris cette information. Voilà, c'était une petite mise au point, vous pouvez retourner en cours…

. . c'est toute la jungle qui s'enrhume

La prison n'abolira jamais la peine de mort

Le 18 janvier 1994, est votée une loi « révolutionnaire » : la prise en charge de la santé en prison allait dépendre du ministère de la Santé et non plus de l'administration pénitentiaire.

Chaque prison est rattachée à l'hôpital de proximité. Dans les établissements sont mises en place des unités de consultations et de soins ambulatoires (Ucsa) avec des médecins et des infirmières volontaires de l'hôpital de référence. Pour les concepteurs du projet, c'était une « révolution ».

Lucilla Semedo de Veiga, Lu comme l'appelait ses amies, a été la énième victime du fâcheux à priori cultivé par l'Assistance publique, qui assimile tout détenu malade a un simulateur.

Dans la nuit du 17 au 18 janvier, à 4 heures, la codétenue de Lu – qui se tord de douleur – appelle la surveillante. Il lui est répondu : « Il faut attendre le matin. » À 7 heures, Lucilla ne peut pas se lever. Sa codétenue demande l'intervention de l'infirmière. Les matonnes répondent que celle-ci est prévenue. À 11 heures, l'infirmière n'est pas passée. Lu ne peut plus bouger la main. À midi, elle perd conscience. À 13 heures, les secours arrivent. À 15 heures, elle est en réanimation, à l'hôpital Saint-Louis. Le 19 janvier, elle meurt suite à une rupture d'anévrisme. Les prisonnières de la maison d'arrêt de Fresnes ont manifesté leur révolte le 22 janvier avec un concert de casseroles contre les barreaux et les portes. Elles ont refusé collectivement de s'alimenter le dimanche suivant.

Deux détenues sont passées en commission de discipline. Deux ont été transférées, l'une à la maison d'arrêt pour femmes de Fleury, l'autre à celle de Versailles. Une enquête diligentée par le ministère de la santé, est en cours concernant l'infirmière. De plus, une enquête judiciaire a été ouverte par le parquet de Créteil (info OIP). L'enterrement a eu lieu le samedi 2 février 2008.

Lucilla Semedo de Veiga venait du Cap-Vert et de la misère. Âgée de vingt-huit ans, elle avait un fils de onze ans. En détention préventive et donc présumée innocente, elle était venue chercher la survie. Elle a trouvé la mort.

Nicole

Émission « Ras les murs » sur Radio-libertaire

Vous pouvez écouté « Ras les murs » sur Radio-libertaire tous les mercredis à 20 h 30, sur 89.4 Mhz en région parisienne ou par internet sur rl.federation-anarchiste.org

---

Yasmine est une jeune femme qui a été incarcérée pendant huit mois à la maison d'arrêt de Fresnes. Elle est sortie en octobre 2007. Elle a bien connu Lucilla, mais n'était pas présente au moment des faits qui ont entraîné sa mort.
Elle a tenu à préciser que Lucilla, cap-verdienne, n'ayant pas de famille, donc de parloir, ni de soutien extérieur, se trouvait très fragilisée face aux personnels de la maison d'arrêt.

En prison, le racisme n'est jamais très loin. Les brimades et les humiliations, en revanche, sont toujours très présentes.

Lucilla, malgré les nombreux courriers adressés à l'infirmerie, n'a jamais pu rencontrer le médecin. Dans cette unité de consultations et de soins ambulatoires (Ucsa), il n'y a qu'une infirmière pour cent détenues. Le médecin vient trois ou quatre fois par semaine. Tous les deux sont détachés de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre.

C'est donc l'infirmière qui, en définitive, gère les demandes, établit les diagnostics et décide, selon son humeur, qui des détenues rencontrera le médecin. Elle est dans les « murs » depuis très longtemps et s'arroge des droits sans limites.

Les soins pris en compte en priorité sont ceux des prisonnières qui perturbent la détention et pourraient entraîner soit des suicides, soit des agressions. Lors de ces troubles, le service médical (SMPR) est sollicité, le personnel infirmier arrive très vite et les « cachetons » sont distribués généreusement. Il vaut mieux avoir une population carcérale défoncée que revendiquante.

Malgré l'aggravation de l'état de santé de Lucilla, qui s'est traduit par des maux de tête, des vertiges, des vomissements, un amaigrissement, des pertes de connaissance, et cela durant trois mois, l'infirmière n'a traité qu'avec du Doliprane. Et cette phrase : « Arrête ton cinéma ! »

Les détenues ont été prévenues le 22 janvier 2008, soit trois jours après le décès de Lucilla à l'hôpital Saint-Louis. La prison s'est enflammée ; celle des femmes et le D1 des hommes, qui avaient été prévenus au parloir par les familles. Cela a entraîné les transferts des « meneuses ». L'ambiance est très tendue à la maison d'arrêt des femmes ; les détenues sont choquées, tristes et révoltées. Le lundi 23, l'infirmière devait revenir à son poste. Les détenues se sont manifestées de façon violente « pour qu'elle ne remette plus les pieds à la prison. Elle se serait fait lyncher et les cours d'assises auraient eu du travail pour un long moment… ! »

Pendant trois mois, dans l'indifférence totale du personnel de surveillance et des visiteurs, Lucilla, sur la coursive, malgré ses souffrances, continuait à laver et balayer en silence…

Elle devait passer un scanner le 18 et être jugée le 22 janvier. Son dossier, selon des sources sûres, était « béton » pour une sortie à la barre… La peine de mort lui a été appliquée, sans jugement, sans défense.

Pourquoi ?

Ses amies codétenues, travaillant à un des deux ateliers de Fresnes, se sont vu refuser une journée de deuil en hommage à Lucilla. Sous peine de déclassement…

Déclassement, en langage pénitentiaire, signifie perdre du travail, qui, même s'il n'est que de 10 centimes à la pièce, permet à ces femmes non soutenues par l'extérieur de cantiner *a minima*. En effet, en prison, tout s'achète. Pour y vivre décemment, il faut en moyenne 200 euros par mois.

Ses amies sont déterminées à se battre pour que les charges « non-assistance à personne en danger, ayant entraîné la mort sans intention de la donner » soient enfin prises en compte.

La prison a tué. La prison continue à tuer dans l'indifférence la plus totale. Deux cents détenus meurent en prison tous les ans. Sans oublier la centaine de suicides.

« Il n'y a que ceux qui rentrent chez eux le soir qui peuvent dire que l'enfermement est constructif. »

Yasmine,

Ras les Murs, le 6 février 2008.

Rabindranattali, gourou cosmo-libéral

David Forest

On se souvient de l'intérêt porté par Mitterrand à l'horoscope révélé par l'astrologue attitrée du prince, Élisabeth Teissier. C'est d'ailleurs avec une indulgence toute particulière pour le président, si lucide par ailleurs dit-on, que l'histoire a relégué dans le domaine de l'anecdote et de la fantaisie cette prétention à lire l'avenir du pays dans une boule de cristal et à en tirer des enseignements pour l'action. Sarkozy, dans un tout autre style, n'est pas en reste qui a également trouvé son oracle en la personne de l'ancien sherpa mitterrandien Jacques Attali. Il faut dire que ce cerveau monté sur col mao appelé en urgence par le nabot élyséen à composer une commission trustée par les grands patrons et formuler des propositions pour le salut de la France a tout pour impressionner le gogo. Après avoir enfilé les grandes écoles du pouvoir comme des perles, signé par dizaines des livres de gare à prétention prophétique et consacré la deuxième partie de sa vie à insuffler la notion de crédit, fût-il micro, au tiers-monde, paré d'un indéfectible humanisme de gôche, notre premier de la classe cornaqué par le cancre présidentiel vient de pondre son « mode d'emploi pour libérer la croissance ». Plus de 300 propositions présentées comme audacieuses, voire particulièrement dérangeantes pour faire sauter verrous, conformismes et autres corporatismes afin de remettre le pays en selle dans la course fabuleuse à la performance mondialisée parce-que-demain-il-sera-trop-tard.

Si la mégalomanie de l'exercice n'a d'égal que celle de son commanditaire, elle exprime un symptôme encore bien plus inquiétant que le contenu du rapport, dont il est vain de vouloir séparer le bon grain de l'ivraie ultralibérale tant tout cela est voué à se dissiper dans un nuage de poudre de perlimpinpin. En réalité et à rebours du discours fumigène dont elle s'est entourée, cette entreprise révèle la vacuité de ceux qui prétendent avoir reçu mandat pour gouverner et qui, sitôt en place, se pressent de déléguer à un prétendu expert au carré la modeste tâche de redessiner les contours de la société. Car Attali, entré dans l'expertise comme d'autres dans les ordres, prédestiné au génie et attaché de manière obsessionnel et compulsive à la promotion de son grand œuvre, parle avec la docte autorité de ceux qui sont censés savoir.

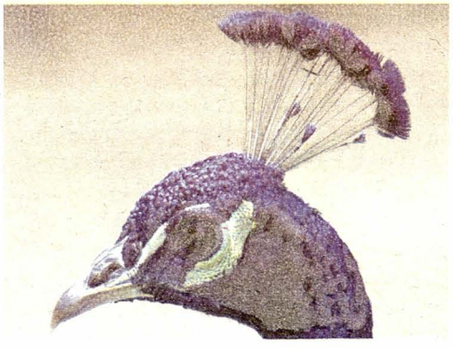
Visionnaire de profession et vigie du futur, il vient de faire entrer la futurologie par la grande porte, alors que l'astrologie était sortie par celle de service. Mais il n'y a pas loin du don de double vue cultivé par le sar Rabindranath Duval qu'incarnait Pierre Dac. Rabindranattali, le gourou cosmo-libéral en vedette américaine du grand barnum sarkozien ou l'art de transformer la politique en un exercice de divination à l'attention des riches et des puissants. Quatre mois, quarante « experts », 300 propositions ? Il peut le faire !

« Tout ce que vous proposerez, je le ferai », avait promis, les yeux fermés, Sarkozy au brillant fakir.

Revenons quelques mois en arrière sur les méfaits de notre Raspoutine *new age*. Entre une biographie de Marx et celle de Gandhi, un pensum très sobrement intitulé *Une brève histoire de l'avenir* (Fayard, 2006) avait signé le grand retour des discours sur le futur, alors que l'on pensait ce genre étrange et bariolé durablement discrédité par le grand pschitt de la bulle Internet. C'était pourtant mésestimer la vivacité d'une vulgate dans laquelle Rabindranattali excelle. Car c'est un concert de louanges et des ventes au plus haut durant de longs mois qui ont accueilli les visions hallucinées de celui que Sarkozy a intronisé par la suite augure de la République et guide officiel d'un futur décomplexé.

Dans la grande famille des « visionnaires », Rabindranattali côtoie, tout en feignant de l'ignorer, l'ingénieur ou le scientifique de formation, à l'instar de l'ineffable Joël de Rosnay. Mais les ambitions de Rabindranattali dépassent de loin la seule prédiction scientifique à l'adresse du commun quand il ne s'agit pas moins que de décrire les trois « vagues d'avenir » (hyperempire, hyperconflit, hyperdémocratie) qui déferleront l'une après l'autre et/ou s'imbriqueront à l'horizon d'un siècle et plus. Ces niaiseries cosmo-libérales qui s'inscrivent résolument sous le signe de l'hyperridicule se sont miraculeusement métamorphosées sous la plume de journalistes complices en anticipation de grande envergure, un *must-read* pour dîneurs en ville prompts à s'extasier entre la poire et le fromage. Hourra ! pour Rabindranattali, car grande est sa science et puissant son génie ! Au préalable, l'auteur a scrupuleusement pris soin de dénoncer les bien téméraires qui, avant lui, se sont risqués à ce type d'exercice en stigmatisant leur frilosité ou leurs méthodes déterministes.

Ce faisant, le gourou ne manque pas de tomber dans l'ornière qu'il dénonce, et ce tout



au long des 400 pages mêlant descriptions tantôt catastrophistes tantôt iréniques, extrapolations de tendances, science-fiction bon marché et, surtout, inscription de l'histoire dans une matrice originelle aboutissant à un déterminisme bien mal camouflé par la pluralité des scénarios envisagés. Le futurologue nord-américain Alvin Töffler a ouvert la voie en éclaireur à ce genre de littérature en proposant, à l'aube des années mille neuf cent soixante-dix, une « théorie cohérente sur l'avenir » (*sic*) dite « théorie de la houle », qui découpe l'histoire de l'humanité en trois vagues, avant de préconiser aux entreprises en réseau de la « troisième vague » de se délester de leur surplus de matière humaine devenue obsolète. Rabindranattali a beau jeu de railler cette prospective vieillotte dont il a adopté tant le style que le contenu. Depuis *Les Trois Mondes. Pour une théorie de l'après-crise* (Fayard, 1981), le gourou n'a cessé d'accommoder ce plat rance et réchauffé à toutes les sauces alors même qu'il n'en a pas inventé la recette. En fait, si ce découpage arbitraire de l'histoire des sociétés en trois âges connaît depuis Auguste Comte un succès non démenti, c'est qu'il est simplissime en son principe : à chaque technique correspondrait un certain type de civilisation. À la confluence des mondes de la technologie, de la finance et du commerce en quête de paroles pour légitimer l'action, Rabindranattali s'attache à décrire un futur qui, ne lui en déplaise, marche sur la tête à reculons et accompagne à sa mesure le retour d'un religieux que l'on pensait il y a peu encore enseveli sous les idéaux de la modernité et la fulgurante course à la technique.

Notre gourou a cru encore surprendre ses lecteurs en annonçant d'emblée la faillite de la théorie de « la fin de l'histoire » qui avait paré le politologue nord-américain néo-conservateur Francis Fukuyama d'une réputation de prophète pour avoir prédit, en 1988, que le couple démocratie libérale-économie de marché annonçait le triomphe en forme d'apothéose de l'État libéral et la fin de l'histoire. Nulle fin de l'histoire donc pour le sar Rabindranattali mais la perspective d'un souverain marché menaçant d'accoucher d'une « tyrannie ». Pour autant, aucune proposition n'est avancée pour tenter de repousser ce sombre dessein et, bien entendu, encore moins de remise en question de la tyrannie des marchés.

Car, à vrai dire, l'ambition de l'auteur se situe sur un tout autre plan dont son fameux rapport donne la mesure exacte en constituant, en quelque sorte, le prolongement de ses anticipations. Que faut-il en retenir ? Il ne s'agit pas moins que d'accomplir le règne de la concurrence la plus sauvage et donner chair à l'individu habitant ses visions délirantes : entrepreneur de sa propre existence, seul contre tous et en compétition avec chacun. Ultramobile, ultranomade, ultracommuniquant et en définitive ultraprécaire. Dans cette perspective, il n'est guère surprenant de voir remplacer des gros mots comme « égalité » par « équité », ce que commande le nouveau credo ultralibéral, et voir « renvoyer l'essentiel des décisions sociales à la négociation », en d'autres termes à l'arbitraire patronal. Le reste est à l'avenant, qui agite frénétiquement les revendications du Medef. Et ce sont les patrons qui vont se régaler avec la généralisation des stages et du travail des étudiants, destinés à inculquer dès le plus jeune âge l'art d'être un kleenex et à s'initier à « la prise de risque », comprenez précarité. Quant à l'abandon des services publics, il sera pallié, notamment, par un « service civique hebdomadaire » grâce auquel les collégiens goûteront, « tambour battant », les joies de l'embrigadement et du travail à l'œil. Ce futur terrifiant conjugué au passé a l'allure d'un véritable armageddon social.

Pire encore est de songer que Sarkozy avait promis d'appliquer par avance toutes les propositions ! Avant même les séances de travail à la schlague du cénacle de pseudo-experts ! Donnant ainsi un blanc-seing à celui qui voit loin en arrière, sans qu'à l'époque cela n'émeuve outre mesure ceux qui font profession de la politique. Or, en fait de politique, c'est bien d'une nouvelle théologie dont il s'agit, combinaison de préceptes managériaux appliqués à la société (commerciale), de prospective stratégique telle qu'on ne la conçoit guère que dans les multinationales et de futurologie puisant dans les ressorts de la pensée magique. Théologiques encore, ces propositions martelées et qu'il s'agit d'imposer avec la force de l'évidence pour convertir les crédules. Contre les vagues de pessimisme, les crises de confiance dans le progrès et la contestation grandissante du complexe militaro-industriel, l'ancêtre Alvin Töffler considérait la futurologie et ses discours comme une technique militaro-intellectuelle faisant office d'armes de conviction contre « ceux qui seraient contre le futur ». Cette ambition est ici vérifiée.

Théologique enfin, ce sommet de vanité consistant à réclamer l'application de son rapport « en bloc » et jusqu'à la garde car, comme toute croyance d'ordre religieux, il n'y a pas lieu à remise en question du dogme. Quelques députés se grattent, mais la messe est dite, et Sarkozy peut dire *amen* à voix basse.

« *Le privilégié de la Nature qui est myope d'un œil, presbyte de l'autre et qui louche de surcroît, n'a aucune excuse de ne pas se rendre compte dans le même instant de ce qui se passe autour de lui* » (Pierre Dac). Le sar Rabindranattali serait bien inspiré de méditer depuis son Olympe cette réflexion mécréante frappée au coin du bon sens.

D. F.

Voir aussi David Forest, « Quand la futurologie rencontre le grand public. Permanence et constance d'une vulgate », revue *Matière première*, éditions Syllepse, n° 3, février 2008.

Bling, bling ! Toc, toc ! Tic-tac...

Un premier et inquiétant bilan de la présidence de Tsarkozy

Jacques Langlois

En mai 2007, une majorité (53 % des inscrits) de « votants » élisait le président Tsarkowitch à la « magistrature suprême ». C'est qu'il en avait tenu, des discours séduisants au cours de la campagne électorale. Ce qui aurait dû frapper les spécialistes de l'analyse politique, les Giacometti, les Cayrol, les Apathie, etc., si grands spécialistes de l'interprétation politique, c'est le contenu variable et contradictoire du discours en fonction des auditoires à leurrer. Côté gauche présumée, le candidat se référait à Jaurès, à Blum, montait en épingle Guy Môquet. Côté droite, il n'hésitait pas à draguer chez Le Pen. Le candidat promettait d'être le président du pouvoir d'achat, tout en étant celui de la rupture avec les pratiques chiraco-mitterrandiennes. Il prévoyait de rompre avec les turpitudes de la françafrique. Il voulait revaloriser le rôle du Parlement. Il voulait « parler vrai ». Il annonçait clairement qu'il faudrait travailler plus pour gagner plus et qu'être riche n'était pas un déshonneur, bien au contraire.

Oncques ne vit un discours aussi électoraliste, clientéliste, populiste et, pour tout dire, démagogique que celui de Starkozy. Il est vrai que la dame patronnesse d'en face, avec son ordre « juste » et sa démocratie participative, n'incitait guère à l'enthousiasme. Le thème de la rupture avait eu son plein effet ; mais rupture avec quoi ? Avec les pratiques compassées des anciens présidents, mariés avec des bobonnes si présentables et perclus de maîtresses, voire ayant un deuxième ménage ? Avec le capitalisme de papa ? Avec les rigidités institutionnelles en tout genre ? Avec la politique clientéliste ? Avec l'économie des contraintes du droit du travail ? Avec l'Europe sans directives de protection des industries nationales ? Avec la société d'assistance sociale et protectrice ? Avec la honte vis-à-vis de l'argent ? Avec l'abominable mai 1968 qui avait détruit l'autorité, le travail, les repères, mais qui avait aussi libéralisé les comportements ? Avec la laïcité à la française et en faveur d'un regain de spiritualité et d'une faveur accordée aux ratichons de tout poil ?

Le discours contenait tout et son contraire. Cependant, la ligne directrice était claire, le tournant prolibéral, atlantiste et religieux était affiché sans détour, ce qui séduisait évidemment les analystes, les médias stipendiés ou cornaqués par des capitaines d'industrie, les patrons, les libéraux de tout poil, le Medef, qui avait très bien senti qu'il s'agissait de « détricoter le programme du Conseil national de la Résistance » appliqué à la Libération après la Seconde Guerre mondiale. Certes les thuriféraires du candidat avaient pris bonne note des envolées lyriques concoctées par M. Guano (non, je n'ai pas oublié le « i ») et estimé qu'il ne s'agissait que de fiente sans importance destinée à séduire l'électorat. Ces gens-là savent très bien que la démocratie représentative actuelle est une comédie, qu'avant l'élection on peut dire n'importe quoi et son contraire, que l'important est d'obtenir un type à sa main qui fera ce pour quoi il a été réellement élu, à savoir agir pour les riches et les puissants, pour l'ordre public et moral, pour les religieux de tout poil, pour l'immigration « choisie », etc. C'est pourquoi, il avait été question chez le candidat de revaloriser le rôle du Parlement, lequel peut être très accueillant aux directives patronales.

C'est pourquoi aussi le candidat avait la faveur éhontée des médias et des analystes *compradores*, lesquels se gardaient bien de relever les contradictions du discours, de relever les apories, de montrer les conséquences. Et l'auditeur *lambda* ne pouvait pas savoir que le sondeur favori du président (Giacometti) était en même temps son fournisseur attitré. De même, en janvier 2008, l'auditeur n'était pas informé que l'analyste omniprésent en matière économique, Elie Cohen, qui défendait le PDG de la Société générale et dézinguait le trader truqueur Jérôme Kerviel, était en même temps membre du conseil d'administration de ladite SG !

Ce qui aurait dû frapper les spécialistes de l'analyse politique, c'est le contenu variable et contradictoire du discours en fonction des auditoires à leurrer.

C'est du reste une honte française que les intervenants dans les prétendues émissions de débat pluraliste soient toujours les mêmes ou presque et que leurs obédiences partisanes soient systématiquement cachées, que les opposants soient toujours minoritaires et de moindre notoriété, que les « animateurs » équilibrent les temps de parole en faveur des opinions libérales.

Et, dès le soir de l'élection, les enthousiastes eurent l'occasion de se réjouir et les cocus de regretter leur suffrage. Bling Bling alla festoyer avec ses vrais copains au

Fouquet's. La culture franchouillarde était à l'honneur avec Mlle Mathieu, MM. Macias, Smet, etc., à la Concorde. Et puis, on eut l'escapade sur le yacht de Bolloré.

Cela n'a pas traîné. On donna tout de suite 11 milliards aux plus riches (déjà bien servis par Chiracos et l'hyponyme Galouzeau de Villepin) pendant que les moins aisés attendirent la rentrée pour gagner plus en travaillant davantage grâce aux heures sup. détaxées (6 milliards en année pleine, si ça marche) et au rachat des RTT. Observons que ces mesures relèvent du fusil à un coup et à tirer dans les coins et ne concernent qu'un gros tiers des seuls salariés. Mme Dati entreprit de casser tout de suite les principes généraux du droit pénal français. M. Bertrand commença de tuer le droit de grève dans les services publics et de chambouler le droit du travail (chose déjà bien entamée avec le nouveau code qui devait se contenter de simplifier l'ancien, Villepin *dixit*). M. Hortefeux poussa les feux des expulsions (pardon « des éloignements ») de clandestins. Mme Bachelot taxa les malades avec de nouvelles franchises et d'autres déremboursements de SS. Les retraites SS furent augmentées généreusement de 1,1 % alors que l'inflation 2007 passait à 2,6 % en année glissante. Les minima sociaux étaient relevés superbement de 1,6 %. Bref, la promesse « je serai le président du pouvoir d'achat » tardait à être réalisée. Le taux d'intérêt du livret A ne fut relevé qu'à 3,50 %, alors que la loi exigeait 4 % à cause de l'inflation.

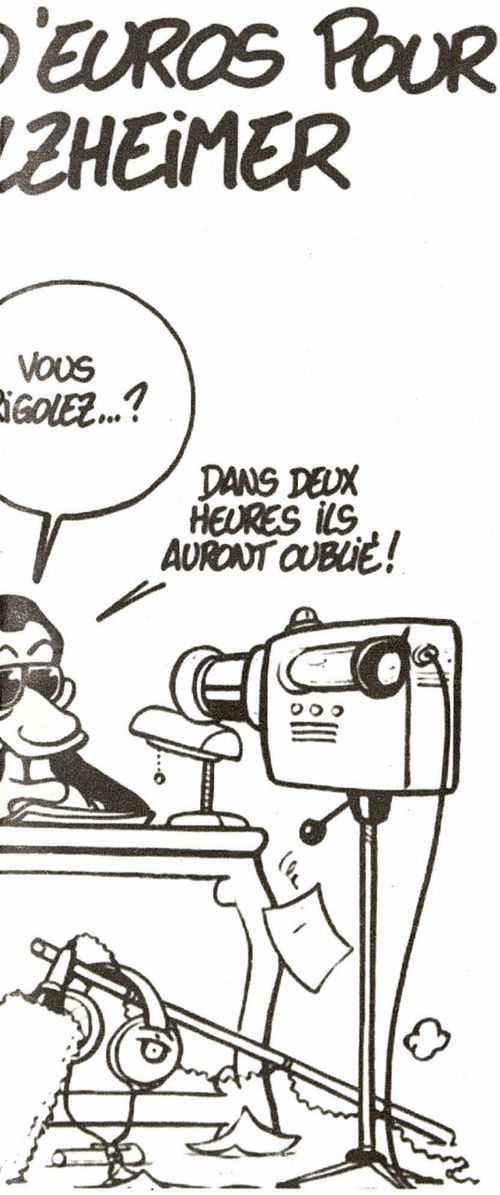
En même temps, on eut droit à une dose massive de « pipolisation ». Cécilia ramenait les infirmières bulgares en les arrachant aux geôles de Kadhafi, puis elle divorçait. Ce qui tendrait à prouver que l'affichage du couple avant et pendant les élections relevait de l'idée électoraliste de ne pas froisser les bons c(h)réti(e)ns. Puis il y eut le coup de foudre avec Carla, la visite de Pétra, le mariage express (le troisième, ce qui laisse à penser que mai 1968 ne fut pas une si triste époque dans tous les domaines). Du coup, le président féru de Tic Tac et à Rollex prestigieuse lui substitua une Patek Philippe bien plus classieuse et offerte par sa nouvelle conquête. Pendant ce temps-là, le pouvoir d'achat se traînait lamentablement. On assista à des péripéties gaillardes. Notamment à l'échange, sans doute inspiré par le pétomane Bigard, avec un marin-pêcheur : « descends de là si t'es un homme ! » forte parole de préau d'école alors que le président était protégé par des tas de flics et des gorilles barbouzards. Ce qui fut moins drôle pour les libéraux, ce furent les aides rapidement dégagées pour sauver la pêche, au mépris des engagements pris à Bruxelles et contre les règles de l'UE. Tiens donc, le président virerait à l'interventionnisme et aiderait les secteurs en difficulté ?

Puis, il y eut le coup de foudre avec Carla, la visite de Pétra, le mariage express (le troisième, ce qui laisse à penser que mai 1968 ne fut pas une si triste époque dans tous les domaines)... Trois mariages, c'est bien, mais ce n'est guère conforme au christianisme. À moins que le président ne soit secrètement musulman.

En compensation, on eut droit à de nombreux discours en faveur des religions, notamment l'ébouriffante prise de position du nouveau chanoine de Saint-Jean-de-Latran en faveur du fait religieux, ayant façonné l'Europe, et des curés dont la conviction et la foi sont toujours supérieures à celles d'un « hussard noir de la République » dans l'éducation des jeunes. Ça doit être cela la rupture : en appeler à la religion pour soumettre le peuple à des règles l'empêchant de contester son sort tout en pratiquant le contraire. Trois mariages, c'est bien, mais ce n'est guère conforme au christianisme. À moins que le président ne soit secrètement musulman.

Patatras ! la cote sondagière du président Bling Bling, Toc Toc et Tic Tac tombe à 41 % de satisfaits. Kadhafi se montre bien meilleur communicant que lui, l'euro grimpe, la finance mondialisée se casse la gueule, le déficit commercial atteint près de 40 milliards d'euros en 2007 (28 en 2006), l'inflation grimpe à 2,6 %, rien ne vient pour le pouvoir d'achat (à part 0,5 point d'indice pour les fonctionnaires en guise d'augmentation générale), la Société générale nous offre un beau scandale peut-être destiné à camoufler ses pertes réelles dans l'affaire des subprimes aux États-Unis (2 milliards d'euros avoués quand même, contre 4,9 dus aux manipulations de Kerviel), M. Mittal supprime 500 emplois à l'aciérie de Gandrange. Heureusement, il y a au moins une personne dont la rémunération a été augmentée de 172 %. Laquelle personne ajoute qu'elle, au moins, ne touche pas de retraites simultanément. Quelle abnégation... légale. C'est vrai, car il faut avoir au moins soixante ans pour en toucher. Ne pleurons pas. De substantielles retraites attendent le futur ex-président : de député, de ministre, de maire, de président de conseil général, d'avocat d'affaires, d'ex-président. Or Chiracos en avait près de 75 (retraites, pas ans, NDLR) et pouvait cumuler (Cour des comptes, où il n'avait pratiquement jamais mis les pieds, maire de paris, député, ministre, environ 30 000 euros par mois quand même).

Parallèlement, le Parlement, que les promesses de campagne prétendaient revaloriser, se trouve soumis en permanence à la procédure d'urgence de vote des lois, celle qui étale le processus d'examen et de vote sur douze jours, délai ridicule pour permettre une analyse en



profondeur des projets de loi par les opposants. Ce qui n'empêche pas non plus la bonne vieille tactique des amendements en séance, heureusement appelée « cavaliers législatifs ». Il faut savoir que tout projet de loi doit être soumis à l'examen du Conseil d'État; l'amendement en séance y échappe évidemment. Dieu merci, cela permet au gouvernement de faire passer ce qu'il n'a pas osé afficher grâce à un députain fantoche. Cela permet aussi aux lobbies ayant graissé la patte d'un autre députain (parfois le même) de contrer des projets opposés à leurs intérêts et de promouvoir ce qui leur serait favorable. Quelle belle démocratie! dont il faut dire que les pratiques du régime tsarkozien n'introduisent aucune rupture à part celle de leur accélération! Quant à la promesse de soumettre la nomination de très hauts fonctionnaires à un examen par le Parlement, pour l'instant on n'a rien vu venir. Cela dit, ce serait une vraie farce, tant le président peut obtenir ce qu'il veut des godillots de sa majorité qui siègent dans des assemblées soi-disant représentatives. Là est sans doute la rupture. On n'a plus rien à foutre de la démocratie, notamment – et c'était annoncé – parce que le pays ne serait pas consulté à nouveau sur le traité européen simplifié. Ce qui a été possible grâce à l'aide hypocrite et complaisante des socialistes!

Les promesses d'une France éthique et en rupture dans ses relations extérieures sombrent avec la politique des contrats et les risettes faites aux dictateurs pour qu'ils achètent nos merveilles guerrières et nos centrales nucléaires. Le réalisme politico-commercial, cher à Chiracos et à Mitterrand, a rapidement remplacé les principes moraux. On visite Bouteflicka ; on soutient le dictateur Déby au Tchad; on a déroulé le Tapie rouge pour Kadhafi; on a trinqué avec la junte chinoise, on a félicité Poutine pour sa victoire aux législatives russes; on a fait des risettes à Bongo et autres; on a embrassé l'Islam le plus rigoriste (et « financeur » du salafisme islamiste) en Arabie Saoudite, etc. Il faut noter une exception: les paroles va-t-en-guerre du spécialiste du sac de riz, Nanard Kouchner, contre l'Iran. On visite l'Inde au pas de charge pour punir ce pays d'avoir refusé que le président y mélange politique et commerce de VRP comme dans une république bananière.

Las! toujours pas de pouvoir d'achat. Alors l'omniprésident met une sourdine à ses bruyantes amours et replonge sur le terrain. Il va trois quarts d'heure à Gandrange annoncer que l'État financera... une entreprise privée au mépris des règles de la concurrence en Europe (tout en sachant, ou alors c'est de l'incompétence, que c'est du flan démagogique). On va à Toul soutenir les salariés de Kleber. C'est presque Sartre sur son tonneau à Billancourt en 68. Il balance, alors que « les caisses sont vides », *dixit* lui-même, 200 euros d'acompte au minimum vieillesse (650000 personnes, alors qu'il y a 3,5 millions de petites retraites), avec 25 % de revalorisation en cinq ans, dont 5 % en 2008. Il annonce que la pension de réversion sera montée à 60 %, ce qui ne dépend pas du pouvoir mais des partenaires sociaux, alors que les régimes de retraite sont déjà en déficit! Quelle belle rupture avec les tactiques politiciennes quand on voit que les élections municipales ont lieu début mars et que les UMP de base grondent de peur de les perdre vue la rapide démonétisation du président trop sexe et pas assez social. Et on affiche enfin le fameux « plan Marshall » pour les banlieues. Ça fait pschitt. C'est un inventaire à la Prévert de mesures non financées, à part la mise en place de 4000 poulagas supplémentaires et 500 millions d'euros pour désenclaver lesdites banlieues (une ligne de tramway coûte au moins 150 millions). Bling Bling! Rien de cela ne saurait étonner

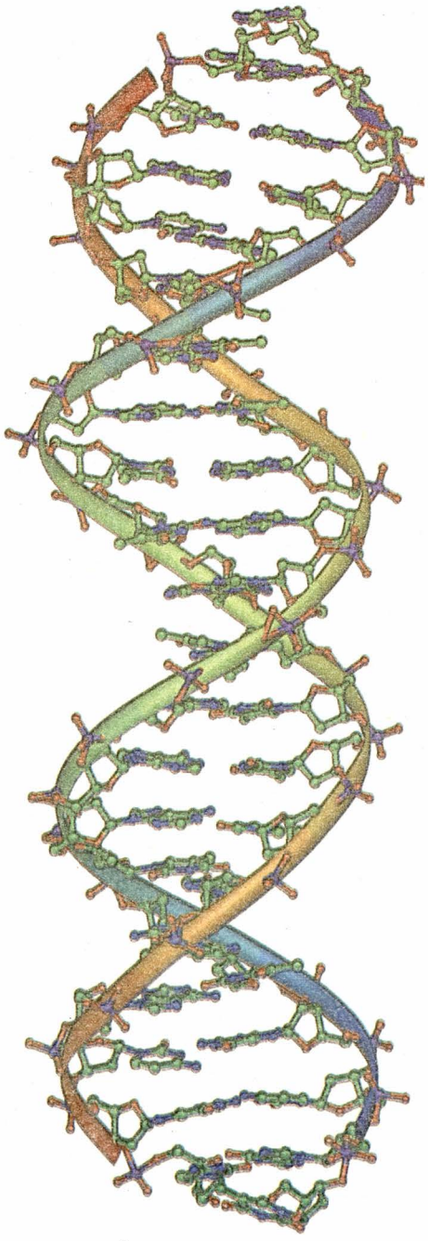
Il va trois quarts d'heure à Gandrange annoncer que l'État financera... une entreprise privée, au mépris des règles de la concurrence en Europe, tout en sachant — ou alors c'est de l'incompétence — que c'est du flan.

l'observateur impartial. On sait déjà que le président est Bling Bling et Tic Tac de luxe. On aurait dû écouter les psychanalystes qui nous disaient qu'il était aussi Toc Toc, plein de troubles obsessionnels compulsifs. Ce torse en avant, ces moues de contentement à la fin d'une phrase, ce haussement d'épaule avec torsion du cou à la suite d'une affirmation péremptoire, cette agitation névrotique, cette façon de courir les paturons en quinconce au cours de ses joggings, ces questions de rhétorique (la réponse est dans la fausse question et elle ne peut être que oui), cette vulgarité dans l'expression et le comportement, ce narcissisme outrancier du « moi, je », ces mimiques de bateleur d'estrade, ce culot de vendeur de cravates dans un parapluie ou de bonimenteur de foire, cette façon de supplanter ses ministres pour annoncer ce qui est de leur ressort, cette menace de leur évaluation et de leur position sur un siège éjectable, etc. Et cette façon très stalinienne de menacer les ministres (non pas du goulag) de renvoi. Tout cela trahit le petit chef qui manage son entreprise par la peur (c'est le b–a ba du management moderne visiblement pris comme modèle pour les affaires publiques). Tout cela relève de la psychologie d'Adler: la transformation de complexes d'infériorité en sentiments de supériorité.

Le bilan est donc clair: tic tac, bling bling et toc toc; à votre santé, vous les cocus qui l'avez élu. Avec un espoir: le risque n'est pas mince que le mandat présidentiel ne soit pas achevé. What's me worry? Un autre politicard prendra la place.

J. L.

Le Sénat avec les pro-OGM



Ces messieurs les élus au Sénat, pour la plupart relais des lobbyistes de l'agriculture et de la malbouffe intensive, ne sont pas près d'arrêter de prendre le « bon peuple » pour de l'andouille. Le jour même où la France notifiait officiellement la clause de sauvegarde sur le maïs transgénique à Bruxelles, les sénateurs votaient, en première lecture, la loi définissant les conditions de coexistence sur le territoire français, entre les cultures OGM, conventionnelles et biologiques... Du pur foutage de gueule !

Mon810, un écran de fumée

D'un côté, le gouvernement nous fait croire, dans un premier temps, qu'il va dans le sens des accords européens et des accords de Grenelle – au passage, longuement dénoncés par les associations écologistes comme une coquille vide – en suspendant le MON810 de Monsanto, la seule variété d'OGM autorisée à ce jour en Europe, au nom du « principe de précaution », clause de sauvegarde auprès de l'Union européenne. C'était une des revendications essentielles des organisations de défense de l'environnement lors du Grenelle de l'environnement. L'interdiction s'applique donc, et c'est une bonne chose à court terme, selon le texte paru au *Journal officiel*, « jusqu'à ce qu'il ait été statué sur une demande de renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché de cet organisme ». Cependant, les producteurs de maïs ont déjà prévenu qu'ils allaient attaquer ce décret par une procédure d'urgence au Conseil d'État.

Les saloperies pro-OGM passent

Mais, dans la foulée, le Sénat vote la première mouture d'une loi qui fixe un cadre légal pour toutes les autres variétés dont la culture pourrait être autorisée dans le futur. Et Jean-Louis Borloo de venir au secours des sénateurs pro-OGM, accusés, durant les débats qui ont duré trois jours, de se détourner de Grenelle et de la politique dite « écologique » du gouvernement en déclarant dans l'hémicycle : « Il s'agit de prévoir l'avenir, en garantissant la liberté de chacun à produire avec ou sans OGM. » Sous la pression des lobbyistes pro-OGM, le sénateur Jean-François Le Grand (UMP, Manche), animateur de la réflexion sur les organismes génétiquement modifiés pendant le Grenelle et nommé président de la Haute Autorité provisoire, a été contraint de retirer tous ses amendements, notamment, celui qui enjoignait de désigner un « scientifique aux compétences reconnues » à la tête de la future et définitive autorité. De fait, il a démissionné. À la place, les souteneurs des marchants d'agriculture intensive n'auront plus qu'à nommer un de leurs nombreux copains de l'industrie agroalimentaire. Les sénateurs ont d'ailleurs déjà changé l'appellation de l'organisme, remplaçant la « Haute Autorité sur les organismes génétiquement modifiés » par un « Haut Conseil des biotechnologies », fermant ainsi définitivement la porte à une représentation pluraliste, contrairement aux engagements du Grenelle – ça on l'avait déjà prédit dans de précédents *Monde libertaire*.

Sus aux faucheurs volontaires !

À propos des faucheurs volontaires, la secrétaire d'État à l'écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, qui, au moment de la grève de la faim de José Bové, avait eu le malheur de lui faire une bise de soutien, a été tancée par le sénateur Dominique Braye (UMP, Yvelines) en des termes dignes de la « bonne » droite traditionnelle : « Je serais bien en peine d'expliquer comment des gens qui détruisent des champs sont toujours en liberté, honorés, quand ce n'est pas embrassés ! » En clair, le nouveau texte prévoit une punition, en cas de destruction de parcelles d'OGM, de deux à trois ans de prison et de 75 000 à 150 000 euros d'amende. Seuls quelques sénateurs Verts et PC ont osé élever la voix pour « répercuter les inquiétudes des écologistes et des agriculteurs anti-OGM », considérant que la loi n'est pas assez protectrice et autorise la « contamination générale » du territoire. Quand on sait que les pollens peuvent librement se propager sur des dizaines de kilomètres. Le rapporteur de la commission des affaires économiques, Jean Bizet, ouvertement pro-OGM et connu comme « l'ami des semenciers », mais qui se revendique « l'ami de la science et des agriculteurs », a donc été suivi en bloc par son parti. La seule concession des pro-OGM a été d'alléguer aux apiculteurs une indemnisation en cas de contamination de leur récolte. Et il y a fort à parier que le cas risque de souvent se présenter. Le projet de loi sera examiné à l'Assemblée début avril, autant dire... D'ici là, concrètement, s'il n'y aura pas de cultures commerciales en France au printemps, le ministre de l'agriculture a pour sa part souhaité que « des essais scientifiques en pleins champs puissent reprendre dès cette année ». Je crois qu'il ne nous reste plus, cherEs camarades anti-OGM, qu'à prendre la faux...

Patrick Schindler
groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Afrique

Quand l'humanitaire alimente les conflits.

Jean-Luc Debry

Aux confins du Tchad et du Soudan, se déroule une guerre des gangs qui, par bien des côtés, est digne d'un scénario à la Martin Scorsese. Parrains coloniaux et postcoloniaux, maffieux, infiltrés et affranchis se déchirent pour garder le contrôle d'un territoire et maintenir ou mettre en place des hommes de main sans scrupule, cyniques et sanguinaires. Les humanitaires photogéniques version Kouchner ont, dans ce contexte, leur rôle à jouer. Ils assurent, à leur façon, le spectacle de la bonne conscience des maîtres, de ceux qui tirent les ficelles et protègent leurs dividendes présents, futurs et à venir. Dans ce grand jeu de dupe, les victimes sont comme dissimulées derrière un rideau de fumée opaque et nauséeux. Pendant que le crime organisé prend des allures d'institution officielle et respectable, de bonnes âmes s'agitent qui, avec une innocence et un aveuglement sidérants, lui donne l'occasion de structurer une idéologie de la bonne conscience infatuée d'elle-même. Et pourtant la chose n'est pas nouvelle. Qui se souvient en effet du grand-père Bonnemort vivant chez les Maheu dans *Germinal* ! Le pauvre vieillard, infirme, muet, rongé par la silicose[1], détruit de père en fils par cent années de travail et de faim, végète en attendant la mort dans un univers où la mine, la répression et l'égoïsme des patrons et le mépris des ingénieurs sont cause de mille drames. Une pauvre sotte de bonne famille, « la gentille Cécile », la fille des Grégoire, des bourgeois bien-pensants, d'une certaine manière, et, dans tous les sens du terme, des bienheureux, en bonne âme charitable qu'elle est, catéchumène docile et douce, vient, dans un acte dont elle est incapable de comprendre à quel point il est en soi une provocation, offrir ses bons sentiments à cette famille détruite par sa classe. Le vieil infirme, qui semble immobile depuis des siècles, prostré dans sa sidération, réduit à l'état de bête, trouve alors en lui assez de force pour l'étrangler avec ses mains d'ouvrier, solides encore malgré l'âge, précise l'auteur. Le comportement de cette bourgeoisie catholique qui, d'un côté, opprime et, de l'autre, soigne les blessures qu'elle a causées est ainsi révélé dans toute sa brutalité. Dans ce célèbre roman qui date de 1885, Émile Zola décrit à travers cette scène le destin qui attend toutes les Cécile Grégoire du monde. Ainsi le Darfour est-il le théâtre de drames similaires. Il est en effet assez évident que, au gré des circonstances géostratégiques du moment, l'humanitaire est utilisé par des voyous sans scrupule à des fins de manipulation de l'opinion publique. Ce qui se trame au Darfour n'a sans doute que peu à voir avec les intérêts des populations locales, victimes des ambitions des uns et, à l'évidence, de la naïveté des autres. Les médias, sans aucun recul, comme à l'accoutumée, jouent ici un rôle pathétique à souhait. Vaste jeu de rôles ou des individus sont confrontés à une réalité politique qui les dépasse et les écrase. La bonne conscience des humanitaires en fait des proies prises à leur propre piège. La situation stratégique fait des Cécile Grégoire de circonstance que le show médiatique met en scène de façon jubilatoire afin de servir les intérêts des superpuissances qui s'agitent en coulisses. Faute d'analyse politique digne de ce nom, avec des spectateurs repliés dans le seul champ de l'émotion pure, il ne pouvait d'ailleurs en être autrement.

Si l'on s'attache à vouloir comprendre les problèmes qui caractérisent cette région de l'Afrique, on est bien forcé de constater qu'ils s'expliquent, sans aucune exception, par un pillage systématique des ressources naturelles de la région et que la lutte pour son contrôle est considérée par les parrains (États-Unis, Chine, France) comme stratégiquement essentielle, de sorte que tous les coups sont permis. Le Soudan et le Tchad sont, précisément et comme par hasard, le théâtre d'affrontements

militaires récurrents qui, selon les besoins du moment, visent à affaiblir ou à renforcer les gouvernements locaux afin de les mettre à la merci des aides dont ils ont besoin pour se maintenir au pouvoir. Au Tchad, la France installe régulièrement des gouvernements fantoches au pouvoir et les défaits au gré de ses intérêts bien compris. Il est ainsi devenu banal de constater que les pays africains où règne le plus grand désordre sont précisément ceux qui détiennent les plus grandes richesses dans leur sous-sol terrestre ou maritime ou qui servent de base à des opérations de déstabilisation dans les territoires voisins réputés pour leur richesse. Les impératifs commerciaux des parrains imposent des règles du jeu qui nécessitent une intervention croissante des ONG, cela afin de donner une apparence de légitimité à la mainmise criminelle, tout comme jadis après un bon massacre colonial l'occupant se vantait de construire des hôpitaux. Les parrains jouent habilement des rivalités entre bandes prévaricatrices et s'octroient une légitimité politique grâce au discours humanitaire qui leur permet, avec l'assentiment plus ou moins tacite des ONG, à grands renforts de campagnes de presse, dans un épanchement de bons sentiments, d'alimenter sans cesse de nouveaux conflits et de les geler lorsque enfin les territoires convoités sont tombés dans leur escarcelle ou que la dîme prélevée est redevenue acceptable. Ainsi voit-on apparaître de façon fort opportune des guérillas qui ne valent pas mieux que les tyrans qu'elles prétendent combattre. Elles servent les mêmes intérêts[2]. Parallèlement, pendant le massacre et les pillages, le commerce de la bonne conscience occidentale ouvre les mannes de la charité spectacle et du pseudo-commerce équitable. Le petit enfant africain affamé sera toujours, et pour longtemps encore, l'éternel objet fétiche servant à valoriser la belle âme des puissances qui l'appauvrissent. La posture de l'amateur de rallye égaré sur une piste poussiéreuse du Tchad dispense la société d'où est issu le « bénévole » de faire de la politique. Il vit une aventure ex-tra-or-di-naire, et il est si bon, si généreux, et si désintéressé avec ça! Ils sont, tous autant qu'ils sont, le pur produit de la kouchnerisation des esprits. Fuir la politique sans faire une analyse critique de nature politique (alliant l'histoire, le social et l'économique) a un prix. Devenir les Cécile Grégoire des temps modernes.

J.-L. D.

1. « Il cracha dans le plat, un épais crachat noir; La cendre était trempée, une boue de charbon, tout le charbon de la mine qu'il se tirait de la gorge. » In *Germinal*, septième partie, E. Zola

2. Susan George, *Comment meurt l'autre moitié du monde*, 1976. Eva Joly, *Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre?* 2003. Pierre Péan, *L'argent noir*, 1988.

Kanaky, Un syndicalisme radical

En Kanaky, manifestant se dit meute! C'est en tout cas ce qu'affirme le procureur de la République de Nouméa. Il y a incontestablement une volonté de provocation de la part des pouvoirs publics métropolitains envers l'USTKE, syndicat qui a une image de radicalité.

L'USTKE avait déjà présenté des candidats aux dernières élections législatives. Ses responsables viennent de créer le « parti travailliste »: un vrai parti pour les opprimés, qui présentera un certain nombre de candidats aux prochaines élections municipales. On est donc déjà loin de l'anarcho-syndicalisme avec ce genre de mélange. Quand on sait que José Bové est une figure de proue de cette évolution, que les « meilleurs soutiens » de l'USTKE-parti travailliste – en France sont à la LCR, on a comme l'impression de connaître la suite des événements... Des divisions, un échec et des déceptions...

Alors heureusement, la Kanaky n'est pas seulement un remake des nombreux échecs trotskistes métropolitains. Il y a comme un certain froid localement quant au soutien à l'USTKE. Le parti travailliste s'est notamment construit en dénonciation de l'évolution du FLNKS: il s'est notabilisé, en oubliant les populations. Bien évidemment le FLNKS réfute ces arguments. Il peut d'ailleurs présenter un solide bilan des avancées institutionnelles ou économiques ouvrant de réelles perspectives pour l'indépendance. De plus, il serait faux de prendre le FLNKS comme étant une entité politique monolithique, alors qu'il n'est qu'un collectif de différentes organisations, elles-mêmes traversées par divers débats.

Mais surtout, en Kanaky comme ailleurs, on ne peut accepter que l'État provoque les populations, cherchant à créer l'affrontement. Plus de vingt militants du syndicat sont incarcérés depuis les échauffourées montées avec succès par le Haut Commissariat. Ils sont en attente de jugement et leur remise en liberté a été refusée car jugés dangereux. D'autres militants, dont le responsable Gérard Jodard sont recherchés. Lui, il est réfugié au siège du syndicat, ce qui fait que le quartier est quadrillé, avec fouilles régulières de véhicules et provocations... Le GIPN est intervenu dans des foyers aux aurores, avec la finesse qui les caractérise. C'est cette violence qui incite des militants, kanaks ou non, à apporter leur soutien, quelque soit le jugement qu'on peut porter sur l'évolution de l'USTKE-parti travailliste.

Momo

On peut s'informer en allant sur le site de l'USTKE, celui de Radio Djiido et en consultant le forum «Kanaly Online»: fr.groups.yahoo.com/group/kanaky

La Dionyversité populaire

Dans le *Monde libertaire* du 14 février, Lucien Mercier nous a présenté l'historique des Universités populaires. Il a en particulier insisté sur le « rendez-vous manqué » entre les intellectuels venant au peuple avec une pratique de cours magistraux, de causeries mondaines et une attente plus terre à terre de l'auditoire populaire.

Mais tout cela se situait il y a un siècle, à la veille de la grande guerre…

Aujourd'hui, un petit tour sur le net nous fait découvrir des dizaines et des dizaines d'universités populaires sur l'ensemble du territoire. Qu'en est-il réellement ? Ces « Universités » se situent-elles dans l'optique de partage, d'éducation, d'entraide, de gratuité qui caractérisaient les UPOP ou bien ne s'agit-il, pour une grande part d'entres-elles, que de l'utilisation d'un sigle symbolique ?

Créée par des professeurs d'université en 1920, l'Université populaire européenne, située à Strasbourg est payante et offre des cours de langues, de dessin, d'histoire ou de connaissance des champignons… L'Université populaire de Mulhouse confirme votre inscription à réception de votre règlement et permet de se maintenir en « pleine forme » en faisant du cheval, du yoga ou de l'astrologie… A Montauban, pour faire de l'aquarelle, il vous en coûtera 416 euros et de l'encadrement d'Art, 189 euros. Si vous vous intéressez à l'œnologie, à la formation des élus locaux ou à l'année des jardins fleuris, il vous faut vous installer rapidement à Belfort. Les coûts demandés sont calculés au plus juste pour couvrir les frais des intervenants, des locations de salles et autres frais pédagogiques : 120 euros les dix séances de réflexologie plantaire !

Fort heureusement des universités populaires fonctionnent sur d'autres principes : A Lyon, « Aucune barrière, d'âge ou de titres scolaires, n'est opérée. La gratuité est totale. Et aucun diplôme n'est délivré. » Le propos étant bien évidemment l'accès au plaisir de la connaissance. Dans les Hauts-de-Seine, les conférences sont gratuites et « veulent aider chacune et chacun à poser rationnellement les questions, à examiner certaines hypothèses, à faire preuve d'ouverture et d'esprit critique ». L'Université populaire de Montpellier Méditerranée nous parle de « ce développement qu'on dit durable… », de « construire l'utopie » et bien sûr « les enseignant-e-s sont totalement bénévoles et les étudiant-e-s ne payent rien pour pouvoir suivre les enseignements, ne doivent rendre aucun travail, ne sont pas soumis-es à des examens ». La charte adoptée en 2004 à Roubaix insiste, elle, sur le fait que « les savoirs académiques sont largement dominants et ne suffisent pas à comprendre la réalité. D'autres savoirs liés à l'expérience, à l'engagement, au sens, doivent être reconnus et croisés aux savoirs « académiques » pour être ré-instruits collectivement ». Ce qui, au-delà des mots, prête à sourire lorsque l'on clic sur la liste des intervenants !

Cette floraison nouvelle d'universités populaires, nous là devons à Michel Onfray, philosophe, créateur de l'Université populaire de Caen en 2002.

Ce projet, tout en renouant avec les principes des UPOP du XIXe, vise des objectifs actualisés : « démocratiser la culture et dispenser gratuitement un savoir au plus grand nombre. La culture y est vécue comme un auxiliaire de la construction de soi, non comme une occasion de signature sociale ».

Et puis, la création de l'Université populaire de Caen ne vaut-elle pas comme invite à l'essaimage ?

La Dionyversité

L'Université populaire de Saint-Denis (93)

Il est bien évident que les libertaires ont leur place dans cette vitalité à créer des universités populaires. Les membres du groupe Henry Poulaille en sont.

Pourquoi une université populaire ?

La Dionyversité s'inspire de la tradition des universités populaires fondées à la fin du XIXe siècle, et qui joignent la connaissance à la critique. Savoir et culture sont associés à la construction de l'individu autonome dans un but d'émancipation.

Qui peut participer ?

La gratuité totale est le principe de base.

Aucune adhésion n'est nécessaire, l'entrée est libre : pas d'âge requis, ni de titres et de niveaux demandés, pas d'inscription ni de contrôle des connaissances, pas d'examens, ni de diplômes délivrés.

Les cycles sont organisés selon un rythme d'une séance de 2 heures par semaine.

Quels intervenants ?

Des universitaires, des enseignants, mais ils ne sont pas les seuls à détenir une connaissance, une pratique. C'est pour cela, que dans cette université les intervenants sont de toutes origines : syndicalistes, associatifs, artistes, militants et toute personne voulant partager un savoir, une envie, une passion.

L'université populaire conserve de l'université traditionnelle le principe du cycle et la nécessité d'un contenu de qualité transmis en amont de tout débat.

Si nous retrouvons dans ces définitions les grands principes des « nouvelles » universités populaires, les initiateurs de la Dionyversité ont tenu à mettre en exergue le caractère militant des intervenant-e-s. Il s'agit là d'une spécificité libertaire qui cherche à lier les qualités d'une pratique militante de terrain à un discours universitaire ou autre.

Être syndicaliste, associatif, artiste, militant en soif de partager un savoir, une envie, une passion nous semble un caractère primordial à la transmission du discours théorique.

A bientôt à Saint-Denis.

Le groupe Henry Poulaille de Saint-Denis
de la Fédération anarchiste

Les programmes de la Dionyversité se consultent en ligne à : http://upop-stdenis.1901.org//

Surréalisme et anarchisme

Le surréalisme est une chose éminemment française, mais il ne se limite pas à cette nationalité. Comme l'anarchisme, il est transnational. Ceci est parfaitement indiqué dans le livre hollandais *Surréalisme en Anarchisme*, [*Surréalisme et Anarchisme*], de Dick Gevers. Ce livre raconte comment et pourquoi le surréalisme a pu naître en France. C'est pourquoi l'auteur porte une attention soutenue au Français André Breton. Cependant, le livre aborde aussi la relation entre surréalisme et anarchisme. On ne s'étonnera pas, les deux veulent rompre avec toute autorité, toute contrainte, toute norme préexistante. Le surréalisme se développe après – et plus par la suite – la Première Guerre mondiale. Il apparaît comme le mouvement du renouvellement de la poésie.

Certes, il y a aussi la relation entre surréalisme et athéisme. Mais, sur ce sujet, on a déjà le livre de Guy Ducornet, *Surréalisme et Athéisme* (Paris, 2007). Le surréalisme se veut révolutionnaire, et se fait nommer anarchisme. Une société, qui sait produire l'horreur d'une guerre mondiale, ne se laisse pas « rafistoler ». Une telle société, il faut la détruire complètement et, par la même action, créer une nouvelle société. C'est comme dans le credo de Bakounine: « Le plaisir de la destruction est en même temps un désir créateur ».

Entre-temps, l'histoire nous a appris qu'on ne se débarrasse pas si vite de cette société horrible, et de plus, l'horreur peut être tellement effroyable, comme le prouve la Seconde Guerre mondiale. Il semble qu'on doive comprendre le credo de Bakounine dans le sens « pragmatique », c'est-à-dire, une révolte permanente contre l'ordre existant et une résistance contre toute sorte de pouvoir. Dans cette pensée, le surréalisme et l'anarchisme ont une histoire semblable. L'auteur du livre le démontre.

Évidemment, Gevers, lui-même anarchiste et éditeur d'une petite édition anarchiste, nommée IRIS[1], aborde le remarquable comportement de quelques surréalistes français. On parle ici de l'adhésion au Parti communiste de quelques-uns, et de l'adhésion au communisme de Moscou, suivi du passage vers le trotskisme. Dans *Le Libertaire* (le 11 janvier 1952), André Breton a relevé cette remarquable adhésion sous le titre « La claire tour ». Enfin, il apparaît que l'anarchisme est resté une constante dans le surréalisme, Gevers le pense aussi.

Il a divisé son ouvrage en deux parties. La première partie consiste en l'étude sur le thème « surréalisme et anarchisme ». Il a élaboré ce thème dans différents chapitres, intitulés « Anarchisme et art », « Des processus et techniques du surréalisme », « Surréalisme, communisme et anarchisme » et « La Seconde Guerre mondiale et après ». La deuxième partie du livre contient des textes d'André Breton traduits du français en hollandais. De plus, on trouve de nombreux dessins et images surréalistes, des photos d'artistes surréalistes, dont le seul Hollandais Rik Lina.

Lina est actif jusqu'à aujourd'hui, en collaborant par exemple avec la revue *Brumes Blondes* (Bureau de recherches surréalistes en Hollande). Sur la couverture du livre de Gevers on trouve également une image de Rik Lina[2]. Bien que ce livre soit écrit en hollandais, l'abondance des images et des photos le rend attractif même pour ceux qui ne lisent pas cette langue. On peut comprendre des images sans parler les langues, car que veut « dire » sinon: l'imagination au pouvoir?

Thom Holterman

1. Voir son site: members. chello. nl/t. gevers/adres. html
2. Voir son site: www.riklina-art.nl/

Gevers, Dick, *Surrealisme en anarchisme*, Amsterdam, 2007, (132 pages, prix : 12,50 euros).

Les murs reprennent la parole...

Depuis le 17 décembre 2007, Jann-Marc Rouillan est en semi-liberté. L'ancien militant d'Action directe, emprisonné depuis février 1987, a rejoint l'équipe marseillaise des éditions Agone où il a déjà publié trois superbes livres. Un quatrième, *Chroniques carcérales* (2004-2007), vient de sortir.

Éditeur libre le jour, taulard la nuit et le week-end, Jann-Marc Rouillan est aussi un auteur captivant. *Lettre à Jules*, *La Part des loups* et *De Mémoire* étaient disponibles chez Agone. *Les Chroniques carcérales* qui viennent de paraître reprennent des billets publiés par le mensuel de critique sociale *CQFD* entre janvier 2004 et décembre 2007. Si *CQFD* (Ce Qu'il Faut Détruire...) a perdu son « correspondant permanent au pénitencier », Agone gagne un précieux collaborateur. Avec un CDI tout neuf en poche, condition incontournable pour la semi-liberté, Jann-Marc Rouillan a quitté la centrale de Lannemezan pour les Baumettes, à Marseille.

Le militant d'Action directe avait été condamné, en 1989, à la réclusion criminelle à perpétuité pour les assassinats, en 1985, de l'ingénieur général de l'armement René Audran et, en 1986, du PDG de Renault Georges Besse. Sa période de sûreté de 18 ans s'est achevée début 2005. Après un peu de rab de cabane, le révolutionnaire écrivain, âgé de 55 ans, entame enfin sa sortie de prison. « Après vingt ans, est-ce que je reconnaîtrai le pays du dehors? » se demandait Jann-Marc Rouillan à Moulins, en mars 2004. L'aventure ne sera pas simple pour celui qui, depuis son adolescence, n'a pratiquement connu que la prison et la clandestinité. Grande nouveauté dans sa vie, il a reçu en janvier sa première fiche de paye.

Sorties des hauts murs sous le nez de la censure, *les chroniques de Moulins, de Fleury-Mérogis, de Fresnes et de Lannemezan* disent tout du quotidien des bagnes modernes. La terrible violence des « scarabées », les suicides qui ressemblent à des assassinats, les QHS, l'arbitraire, les « bavures », la maladie, le scandale du travail carcéral, le claquement des verrous, les longues peines, la religion, les caprices de la météo, les fêtes de fin d'année, la vulgarité des infos télévisées qui rivalise avec celle de la pornographie, le sport consommé comme une drogue, l'espoir...

Le livre ouvre sur une péripétie tragicomique. L'inondation de la centrale d'Arles, en décembre 2003, pendant une crue du Rhône. Avant d'être évacué, le sinistré Rouillan comprit pourquoi cette zonzon est aussi appelée le « sous-marin ». Escortée par des flics encagoulés, des matons, des hommes-grenouilles et un pompier sur un canot surchargé, la Bête Rouillan enchaînée sera exhibée devant une brochette de personnalités et de reporters. Comme une sorte d'Annibal Lecter, il sera pareillement accompagné par les « anges de la mort » lors de ses passages à l'hôpital Purpan de Toulouse. Précédé, encadré et suivi d'encagoulés armés jusqu'aux dents, fusil d'assaut à visée laser, mitraillettes et grenades, il aura le temps de voir personnels et patients se coller aux murs, terrorisés.

De la première à la dernière page, Jann-Marc Rouillan souffle le chaud et le froid. Certaines de ses lignes mettent vraiment en colère, d'autres sont presque hilarantes. Comme ce concert rock apocalyptique décrit au chapitre « Beyrouth-sur-Lannemezan ». Le vacarme rappelait à un détenu les bombardements sur Beyrouth au printemps 1982. De l'humour, noir, il a dû en falloir une bonne dose à Rouillan pour digérer les saloperies endurées. De l'humour et de l'humanité aussi, malgré tout, notamment entre détenus politiques. A Lannemezan, ils étaient une dizaine. « Txistor joue de la flûte basque le soir avant le repas. Boualem apprend la poterie et joue aux échecs dans une salle du rez-de-chaussée. Max jardine et pratique la médecine douce. Parfois, il nous cuisine des gâteaux à la farine bio. Et au fil du temps, armé d'une patience infinie, il nous dresse au tri sélectif des ordures... » Moments irréels dans ces circonstances.

Au chapitre du repentir, les amateurs d'actes de contrition en seront pour leurs frais. « Imaginez-vous Mitterrand exiger des regrets des généraux putschistes algérois avant de les amnistier? tonne Rouillan. Avez-vous entendu parler d'un juge ou d'un journaliste ayant osé poser la question à Papon? à Aussaresses? aux tueurs de l'OAS? Sinon aux cadres de Luchaire et de Giat qui ont approvisionné en matériels de guerre les massacres de la guerre Iran-Irak? Jamais! » Ainsi va le monde. « Si vous avez massacré des milliers de personnes, vous recevrez tous les honneurs. Si vous n'êtes accusé que d'un ou deux assassinats, vous serez traité en criminel », ironise l'ancien militant d'AD. En 2004, Jann-Marc Rouillan faisait néanmoins une confidence: « Ne croyez pas pour autant que je ne regrette rien. Après dix-huit ans de prison, je regrette, parmi, mille autres choses, les parfums d'une forêt de pins après la pluie d'orage, les rues désertes à certaines heures de la nuit, les rires des camarades, ceux qui ne reviendront plus mais ne quittent jamais nos souvenirs, les cavalcades insurgées sous les grenades lacrymogènes et même les balles qui sifflent comme des guêpes... »

Et maintenant? Jann-Marc Rouillan nous dit qu'il n'a pas l'intention de tourner le dos aux idéaux qui l'animaient en mai 1968. Alors, la lutte continue. Ce ne sera pas une mince affaire dans cette époque où même les murs ont perdu la parole...

Paco

Jann-Marc Rouillan, Chroniques carcérales (2004-2007), éditions Agone, Collection Éléments, 226 pages, 10 euros.

Gosses d'alcoolo

Jocelyne Alain-Vovard est psychologue et Dominique Demaria médiatrice familiale. Elles sont toutes les deux psychothérapeutes d'enfants et d'adolescents. Leur travail à l'hôpital Beaujon a permis la publication d'un livre très intéressant. Elles nous apprennent que 5 % des Européens sont dépendants de l'alcool. Elles précisent : « Dans notre pays, un enfant sur huit serait concerné par le problème d'alcool des adultes. »

L'action menée par ces deux solides thérapeutes a été initiée par l'association Germinal (Groupe d'Etude et de recherche de moyens d'intervention en alcoologie). Elle a duré dix ans dans le service du docteur Batel. Les groupes de parole des enfants et des adolescents ont permis de montrer l'extrême souffrance de celui ou celle dont un des parents boit. Cela peut générer des problèmes psychologiques à vie, si un profond travail de réparation n'est pas effectué assez tôt.

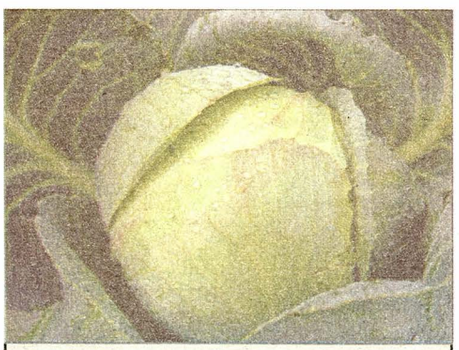
Le fait que les enfants puissent exprimer quelque part leurs angoisses, leurs colères, leurs haines, leurs pertes de repères et leurs désespoirs est absolument capital. Cela leur permet de vérifier auprès d'adultes bienveillants qu'ils ne sont pas fous, qu'ils voient clair, mais que le parent, dans son déni, est vraiment dans un fonctionnement chaotique.

La technique mise au point par Jocelyne et Dominique est extrêmement inventive. Elle utilise la parole et aussi des symboles, comme ces animaux en peluche qui permettent non seulement d'exprimer des émotions ou des sentiments, mais encore de représenter l'enfant ou le parent. Comme les deux thérapeutes ont travaillé avec des sujets de culture française, maghrébine et africaine, elles se sont aperçu que le symbolisme opérait à merveille avec les africains, car cela fait partie de leur culture. Manon, une adolescente de 13 ans, dit : « Jamais je n'oublierai ce que venir ici m'a apporté ». Fanny, 17 ans conclut son témoignage ainsi : « Je ne peux m'arrêter d'écrire sans remercier Dominique et Jocelyne qui m'ont accompagnée, me faisant réfléchir et favorisant pour chacun de nous, un apaisement ». Bruno, 16 ans, ajoute : « Cela m'a rassuré d'entendre que d'autres vivaient des situations pareilles à la mienne. Le groupe m'a réellement aidé ».

La famille est constitutive de la société. Il est vital pour notre avenir de stopper les ravages qui s'exercent « dans l'ombre » et de les dissoudre à la lumière de l'écoute et de la parole. La liberté individuelle est indispensable à la liberté collective

Jacques Lesage de La Haye

Feuille de chou berrichon



Le Provisoire, Quand les Berrichons étaient évolués Par Rolland Hénault Éditions La Bouinotte 144 pages 19,50 euros En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75 011, Paris. Rajoutez 10 % pour le port. Chèque à l'ordre de Publico

De 1975 à 1993, Rolland Hénault et sa bande ont fait paraître un brûlot intitulé *Le Provisoire*. Ce « provisoire » a duré dix huit ans. La feuille de chou a grandi pour devenir un vrai journal.

Au départ, c'est un catalogue de jeux de mots improbables, de dessins salaces, de montages bricolés, à la va-vite. Pot de colle et ciseaux. Pas les ciseaux d'Anastasie ! Mais des ciseaux qui taillent dans le vif. Tout y passe, dans cette moulinette jubilatoire. Ces drôles d'individus n'ont aucun respect. Leurs cibles : l'armée, la gendarmerie, l'église, la gent politique du Berry et d'ailleurs. Leurs grands ancêtres : *Le Canard enchaîné*, l'almanach Vermot et *Hara-Kiri*.

Le Provisoire ne fait pas dans la dentelle. Ce n'est pas un journal élitiste, loin s'en faut. Les amateurs de San Antonio et de Audiard y trouveront leur compte ordurier avec délectation, ce vocabulaire est fait pour tous.

Il ne faut pas oublier cette époque. Pompidou et Giscard essayaient d'éteindre l'incendie de Mai 1968. L'équipe du *Provisoire* a payé au prix fort son impertinence ravageuse. Procès, saisies, intimidations. A grand renfort de Pinot gris de Reuilly, l'équipe du *Provisoire* a résisté et s'en est donné à cœur joie. Personne ne fut épargné. Ceux qui furent les victimes de cet humour féroce prirent parfois le parti d'en rire – tant pis pour les autres.

Pour un prix modique, voici, à travers le fac-similé des 87 numéros, un manuel de savoir-vivre libertaire qui a sa place dans toutes les bonnes maisons. Encore une chose : j'aurais aimé vivre dans le Berry de cette époque.

Pour finir, Rolland, tu ne m'en voudras pas de ce jeu de mot bancal : « Là où va le Berry, tous les Berrichons ! »

Benoist Rey

Ralph, insoumis for ever

Le 1er février, à l'hôpital Saint-Vincent (New York) notre compagnon Ralph di Gia a cessé de résister à la guerre au sein de la première puissance militaire du monde. À 93 ans, victime d'une fracture du col du fémur, il avait dû être hospitalisé à Saint-Vincent. Or, il savait pertinemment que de plus en plus de nos semblables décèdent dans ces lieux, censés autrefois redonner la santé, et aujourd'hui démantelés au nom de la rentabilité libérale. À l'instar d'un richissime marchand d'armes (Jean-Luc Lagardère avait avalé en 2003 son bulletin de naissance à l'hôpital Lariboisière de Paris), une maladie nosocomiale foudroyante l'a emporté.

Comme son nom l'indique, Ralph di Gia, né le 13 décembre 1914, appartenait à la seconde génération d'anarchistes italiens, venus émigrer dans la Grosse pomme. Son père était un ami de Carlo Tresca (militant des IWW), et appartenait à ce groupe hyper marginalisé de généreux émancipateurs. Les États-Unis sont entrés en guerre en 1917, notamment pour liquider les anarchistes d'Amérique. Sans s'embarrasser de légalité, flics et privés lançaient les tristement célèbres Palmer raids (Palmer, ministre de la Justice, avait décidé la Terreur blanche, qui culmina le 23 août 1927 avec les iniques exécutions de Nicola Sacco et de Bartolomeo Vanzetti).

Lors de la Seconde Guerre mondiale, Ralph refusa le service militaire. Il fut emprisonné comme insoumis total. Révolté par les conditions de détention, il organisa des grèves de la faim, utilisant les méthodes non-violentes de Gandhi. Dès cette époque, il était un inconditionnel abolitionniste des prisons.

Très peu de temps après sa libération, il a rejoint la War Resisters'League (section de l'Internationale des résistants à la guerre des États-Unis). Soixante ans après, il faisait toujours parti de ces « jeunes turcs » prônant le désarmement unilatéral (c'est-à-dire la généralisation de l'objection de conscience), et déterminés à changer la société qui produit les guerres.

En 1951, il était venu en France pour prouver la stupidité de la guerre froide : il avait entrepris, avec Dave Dellinger et quelques humanistes, un voyage à vélo de Paris à Moscou (bloqué par les militaires avant le rideau de fer).

Devenu un comptable qualifié, il exerçait à New York. En parallèle, il tenait la trésorerie de la WRL, dont il a su pérenniser l'existence. Conscience radicalement insoumise, il haïssait les conflits et assumait les tâches les plus ingrates de la vie quotidienne d'une association. Peu connu, ce n'était ni un orateur, ni un écrivain, mais il a toujours été le cœur de la WRL. Son exemple montre que coller des enveloppes est aussi important que prendre la parole devant des étudiants.

À l'époque de la chasse aux sorcières montée par le sénateur McCarthy et la CIA, il fut arrêté en 1955, avec AJ Muste, Dorothy Day, Bayard Rustin et nombre d'autres, pour avoir protesté contre les manœuvres du gouvernement sur la Défense civile, avec laquelle le Pentagone voulait faire croire au public qu'il était possible de survivre à une guerre nucléaire.

Il a joué un rôle majeur dans la coalition des luttes contre la guerre du Vietnam, fédérant tous les courants et conseillant sans relâche les réfractaires à l'armée. Plusieurs fois emprisonné, notamment en 1964, à Albany (Georgie), lors d'une marche de la paix de Québec à Guantanamo (avant que cette base américaine à Cuba ne devienne un des hauts lieux de torture), il mena une grève de la faim de plus d'un mois, éprouvante pour tous ses amis.

David McReynolds, ancien président de l'IRG, qui l'a côtoyé longuement au 339, Lafayette Street, New York, soulignait qu'à une époque où les homosexuels étaient majoritaires aux permanences et à l'exécutif de la WRL, toutes et tous étaient fiers de la gentillesse, de l'écoute et du tact de Ralph, dont le charme de latin lover équilibrait à lui seul les diverses sensibilités.

Jusqu'à l'an dernier, il participait à toutes les grandes marches contre la guerre en Irak. Il venait tous les jours, y compris le week-end pour assurer l'envoi des mailings, au bureau de la WRL, à Manhattan, avant de se retirer de ses responsabilités fin 2006. Il avait même réussi à obtenir des exemptions fiscales pour les fondations de la WRL (www.warresisters.org).

Avec Ralph di Gia disparaît un des piliers de l'anarchisme international, plein d'humour, sans prétention, à l'esprit pratique et concentré sur notre idéal.

D'avoir pu le rencontrer, lors d'une AG en Oregon ou de Conseils d'administration de l'IRG, reste un privilège rare qui donne l'énergie de continuer sur ce chemin du pacifisme sans concession.

René Burget

Radio libertaire

Jeudi 21 février

Jus de rue (08h30) La parole aux gens de la rue Invitée: Brigou, qui nous fera découvrir son univers poétique et musical. Elle sera au Laurette Théâtre le samedi 23 février à 22 heures. Par Philippe et Casquette.

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité en direct chaque semaine, par Jacques et Gérard.

Si vis pacem (18 heures) La guerre en Tchétchénie. Invité: le Comité Tchétchénie de Paris.

Les Enfants de Stonewall - BodyFreaks (19h30) Les Corps déjantés Émission mensuelle, abordant des thématiques trans, intersexe ou de genre en général (3e jeudi).

Entre chiens et loups (20h30) Art & Anarchie Arts plastiques, poésie, musique...

Vendredi 22 février

Place aux fous (13 heures) PAF Musique Émission spéciale consacrée à Joe Meek, producteur fou anglais, grand spécialiste du hit improbable. À cette occasion, Éric Tessier reçoit The Spectromeyers, grands spécialistes de la chose meekienne.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines. Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes.

Radio espéranto (17h30) Espérantisme. Émission de l'association SAT-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

Ça booste sous les pavés (22h30) Voici quelques mois que je voulais au sein de Ça booste effectuer un petit mix avec mes petits camarades de Léo 38, pour vous remplir les oreilles de bon sons, Donc ce vendredi des sets avec Papa Laurent, Junior Cony, Shanti Dee, Mister Ricardo et Squale

Samedi 23 février

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Comme son nom ne l'indique pas...

Chroniques syndicales (11h30) Luttes et actualités sociales

Chroniques rebelles (13h30) Débats, dossiers, rencontres...

Deux sous de scène (15h30) Magazine de la chanson vivante par Nicolas Choquet.

Tribuna latino-americana (19 heures) Actualité politique de l'Amérique Latine

Dimanche 24 février

Ni maître, ni dieu (10 heures) Pensée libre Émission anticléricale, par Jean-Jacques.

Tempête sur les planches (14 heures) Actualité du théâtre et de la danse. À l'affiche: le Festival au féminin à la Goutte d'or et Olivier Neveux, auteur de *Théâtres en lutte*, livre qui retrace le théâtre de combat depuis les années 1960.

Désaxés (20h30) Le ciné en zone libre Nachi et Raki parlent des films du moment...

Les Liaisons dangereuses - Seppuku (22 heures) Musiques électroniques. Programme autour des musiques étranges et aventureuses (electronica, techno minimale, ambient, post-rock, hip hop abstrait, etc).

Lundi 25 février

Lundi matin (11 heures) Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Les Partageux de la Commune (13 heures) Commune de Paris, l'Histoire revue par Jean-Jacques.

Agora libertaire (18 heures) Émission des groupes régionaux de la FA

Le Monde merveilleux du travail (19h30) Anarcho-syndicalisme. La section ANPE du syndicat Santé-Social CNT.

Mardi 26 février

Des oreilles avec des trous (dedans) (17 h 00) Des fusiques molles pour fous les tous. Émission libre avec, entre autre, Paul Motian, Doppler, Nina Nastasia, et des nouvelles de notre ami le hollandais volant: Bo van der Kluift de Roumanie.

Pas de quartiers... (18 heures): Si tout va bien: Un prof. de philo fait des cours en prison... Tous à vos postes à galène!

Paroles d'associations (19h30) Magazine de la vie associative et culturelle. Sylvie reçoit l'association « RécréAction », qui s'occupe de la chanson française et des musiques du monde.

Mercredi 27 février

Blues en liberté (10h30) Émission musicale blues Koko Taylor, blueswoman de Chicago et Thierry Porré, bluesman de l'Ourcq.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité

Léo 38 (16 heures) À l'heure du goûter, reggae et autres...

Femmes libres (18h30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Avec Anne Zelensky, pour le 100e anniversaire de Simone de Beauvoir.

Ras les murs (20h30) Actualités des luttes de prisonniers Patrice Haenen, prisonnier, correspondant de l'émission depuis 20 ans, vient de sortir de prison, après 23 ans d'enfermement. Il a été « extradé » en Belgique, à sa sortie en décembre 2007. Éric, un ami, a enregistré son témoignage spécialement pour Ras-Les-Murs.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Vendredi 22 février

Lorient

20h15 -: Projection du film « l'an 01 », suivie d'un débat « On arrête tout, on réfléchit, on fait un pas de côté... Et demain quelle société? ». Organisés par le groupe libertaire de Lorient/Vannes de la Fédération anarchiste. Entrée libre. Salle audio, Cité Allende, maison des associations, 12, rue Colbert

Saint-Denis (93)

À 19h30. La Société de défense des laïques non-croyants, non-croyantes et athées organise une réunion publique à la Bourse du Travail de Saint-Denis (métro ligne 13 — station Porte de Paris) avec Annie Sugier, Présidente de la Ligue du droit international des femmes sur le thème: Y a-t-il un droit universel pour les femmes? « Jusqu'où va le respect des différences? »

Mardi 26 février

Saint-Denis 93

20 heures.Ouverture-spectacle de la Dyoniversité, Université populaire de Seine-Saint Denis. Voir en quatrième de couverture...

Samedi 1er mars

Marseille 1er

17 heures Conférence-débat animée par Lionel Cayet: Un projet d'éducation libertaire et transculturelle. Montrer aux enfants qu'aucune forme de culture n'est supérieure à une autre, en rechercher les moyens, relier les apprentissages à celui de l'autonomie et de l'entraide. au local du C.I.R.A., 3, rue Saint-Dominique

Mardi 4 mars

Rennes (35)

À 20 heures à la Maison du Champ de Mars, 6 cours des alliés. Métro Charles-de-Gaulle Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste organise une réunion publique sur le thème « gérons la ville nous-mêmes ». La soirée commencera par la projection du film *Spezzano albanese* qui raconte les expériences autogestionnaires récentes dans un village italien, suivi d'une intervention politique sur l'actualité des élections municipales et leur incapacité à changer fondamentalement le système capitaliste. Il y aura ensuite un débat avec la salle. Venez nombreux!

Du 20 février au 20 juillet

Paris

Exposition Vlaminck au **Musée du Luxembourg** à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa disparition. **Maurice de Vlaminck** fut un des représentants les plus marquants du fauvisme des premières années du xxe siècle. Esprit contestataire, passionné pour les idées anarchistes, il donna même quelques articles au *Libertaire*.

Paris XIe

16h30.Sébastien Fontenelle vient présenter son livre *La position du penseur couché; petites philosophies du sarkozysme* . (Éditions Libertalia), et animer le débat qui s'ensuivra. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° Oberkampf, République et Filles-du-Calvaire.

Jeudi 6 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque Sociale reçoit l'association Terre de liens autour des questions suivantes: Comment la société civile peut-elle s'impliquer dans la gestion de l'espace rural? Une autre forme de propriété est-elle possible? Comment soutenir des projets créateurs de liens et écologiquement responsables? 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 0323801709

Samedi 8 mars

Gand, Belgique

Septième édition de la Foire du Livre alternatif et libertaire... Renseignements: aboekenbeurs@yahoo.com, www.aboekenbeurs.be

Jeudi 13 mars

Doyet près Montluçon (03)

20 heures Concert avec Illegal Process (Hardcore Punk de Montpellier), le Keupon voyageur — 5 La Gare — 03170 Doyet, 0612277001, au Maquisard (local autogéré) prix libre,

Samedi 15 mars

Paris XXe

20h30. la CNT éducation 92 organise une projection/débat d'un film sur Freinet et la pédagogie Freinet au local parisien de la CNT: 33, rue des Vignoles, Paris 20e, métro Avron ou Buzenval.

Samedi 22 mars

Laon (02)

20h30. La dictature, c'est «Ferme ta gueule»la démocratie c'est «Cause toujours». Rencontre-débat, animée par le Groupe Kropotkine de la FA, avec Léon de Mattis, auteur de *Mort à la démocratie*. Maison des associations. Rue du Bourg (Ville haute). Table de presse à partir de 16 heures. Renseignements: 0323801709

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, le Groupe Kropotkine de la FA reçoit Aïssa Lacheb-Boukachache autour de *Plaidoyer pour les justes* écrit en prison, *Le roman du souterrain* *L'éclatement* et *Mon cahier d'Henry Crotter*. A la Bibliothèque Sociale 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 0323801709

INAUGURATION et SPECTACLE

mardi 26 février 2008
20 heures

à la Belle Étoile
(Compagnie Jolie Môme)
Allée St Just - Quartier Plaine St Denis

ouverture de

LA DIONYVERSITÉ

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE ST DENIS

LA COOPÉRATION DES IDÉES

entrée gratuite
sortie à prix libre

Franck Lepage

le clown-consultant fait son tour d'utopiste
dans un nouveau spectacle :

"Les Mots de la Domination"

COMPAGNIE JOLIE MÔME

www.upop-stdenis.1901.org